

MAIRIE DE METZ

CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DE METZ

REGISTRE DES DELIBERATIONS

Séance du 15 décembre 2016

DCM N° 16-12-15-6

Objet : Rapport sur l'activité des SAEMML UEM et Metz Technopôle ainsi que des SPL Metz Métropole Moselle Congrès et SAREMM pour l'exercice 2015.

Rapporteur: Mme KAUCIC

Conformément aux dispositions des articles L.1524-5 et L.1531-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, les organes des collectivités territoriales et de leurs groupements actionnaires de Sociétés d'Economie Mixte ou Sociétés Publiques Locales se prononcent sur le rapport écrit qui leur est soumis, au moins une fois par an, par leurs représentants au Conseil d'administration de ces sociétés, ou conseil de surveillance le cas échéant.

Les rapports présentés par les représentants désignés par la Ville au sein des SAEMML UEM et Metz Technopôle ainsi que des SPL Metz Métropole Moselle Congrès et SAREMM sur l'activité et la gestion de ces sociétés pour l'exercice 2015 sont joints en annexe et soumis à adoption.

En conséquence, la délibération suivante est soumise à l'approbation du Conseil Municipal.

LE CONSEIL MUNICIPAL

La Commission des Finances et Ressources entendue ;

VU l'article L.1531-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

CONSIDERANT les rapports présentés par les représentants de la Ville au sein des SAEMML UEM et Metz Technopôle ainsi que des SPL Metz Métropole Moselle Congrès et SAREMM sur l'activité et la gestion de ces dernières pour l'exercice 2015 ;

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ

- **DECIDE D'ADOPTER** les rapports présentés par les représentants de la Ville au sein des SAEML UEM et Metz Technopôle ainsi que des SPL Metz Métropole Moselle Congrès et SAREMM au titre de la gestion et de l'activité de ces dernières au cours de l'exercice 2015.

Vu et présenté pour enrôlement,

Signé :

Pour le Maire

L'Adjointe Déléguée,

Isabelle KAUCIC

Service à l'origine de la DCM : Contrôle de gestion

Commissions :

Référence nomenclature «ACTES» : 7.9 Prise de participation (SEM, etc...)

Séance ouverte à 15h15 sous la Présidence de M. Dominique GROS Maire de Metz ,
Nombre de membres élus au Conseil Municipal : 55 dont 55 sont encore en fonction à la date de la délibération.

Membres assistant à la séance : 41 Absents : 14 Dont excusés : 9

Décision : ADOPTÉE À LA MAJORITÉ

En ce qui concerne la partie tenant aux jetons de présence, celle-ci est retirée et renvoyée à l'examen d'une autre séance du Conseil Municipal.



Rapport annuel des représentants de la Ville de Metz
au sein de la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale
UEM,
en application de l'article L.1524-5 du Code Général des
Collectivités Territoriales

Exercice 2015

SOMMAIRE

Fiche signalétique de la SAEML	page 3
Synthèse des comptes annuels et comptes consolidés au 31/12/2015	page 4
Faits majeurs de l'exercice liés à l'activité	page 5
Faits majeurs de l'exercice liés au bilan financier	page 12
Perspectives 2016	page 20

FICHE SIGNALÉTIQUE			
ETAT CIVIL			
Société Anonyme d'Economie Mixte Locale UEM			
Siège social :	2, Place du Pontiffroy, 57014 Metz		
N° RCS :	Metz 779 987 486		
Date de création :	1 janvier 2008		
Objet social :	Production et fourniture d'électricité et de gaz,de chaleur et de froid, gestion des réseaux de chaleur, aménagement et exploitation de centrales hydrauliques, services complémentaires		
Directeur Général :	Francis Grosmangin		
Commissaire aux comptes :	KPMG Audit Est / PricewaterhouseCoopers Audit		
Nombre de salariés (statutaires) :	306 (contre 295 en 2014)		
ACTIONNARIAT			
Capital social de 20 000 000€			
Actionnaires Ville de Metz Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) Total	Nombre d'actions détenues	Capital	%
	85 000	17 000 000 €	85%
	15 000	3 000 000 €	15%
	100 000	20 000 000 €	
Nombre total d'administrateurs :	10		
- dont représentants de la VDM :	6 (Dominique Gros, Richard Lioger, René Darbois, Belkhir Belhaddad, Thierry Jean, Daniel Planchette)		
JURIDIQUE			
Conventions conclues avec VDM :	Néant		
FINANCIER			
Dernier résultat net comptable connu :	Bénéfice de 17 202 k€ (contre 19 265 k€ en 2014)		

COMPTE DE RESULTAT							
CHARGES	au 31/12/2015	au 31/12/2014	au 31/12/2013	PRODUITS	au 31/12/2015	au 31/12/2014	au 31/12/2013
60 - Achats				70 - Chiffre d'affaires	195 434	189 404	211 920
61 - Services extérieurs	166 547	155 377	180 249	71 - Production stockée	1	117	80
62 - Autres services extérieurs				72 - Production immobilisée	303	280	368
63 - Impôts et taxes	4 593	4 108	4 530	73 - xxx			
64 - Personnel	21 623	21 027	20 065	74 - Subventions d'exploitation	12 294	13 343	11 899
65 - Autres charges courantes	965	1 514	4 595	75 - Autres produits	1 671	1 873	7 528
66 - Charges financières	917	1 251	967	76 - Produits financiers	12 750	13 610	5 157
67 - Charges exceptionnelles	3 267	5 150	4 669	77 - Produits exceptionnels	4 829	4 629	1 546
68 - Dotations amort. prov.	16 246	17 968	14 073	78 - Reprise amort. prov.	7 440	5 755	6 174
69 - Impôts sur les bénéfices	3 362	3 117	3 798	79 - Transferts de charges			
Total	217 520	209 612	232 946	Total	234 722	228 777	244 662
Résultat de l'exercice	17 202	19 265	11 716				

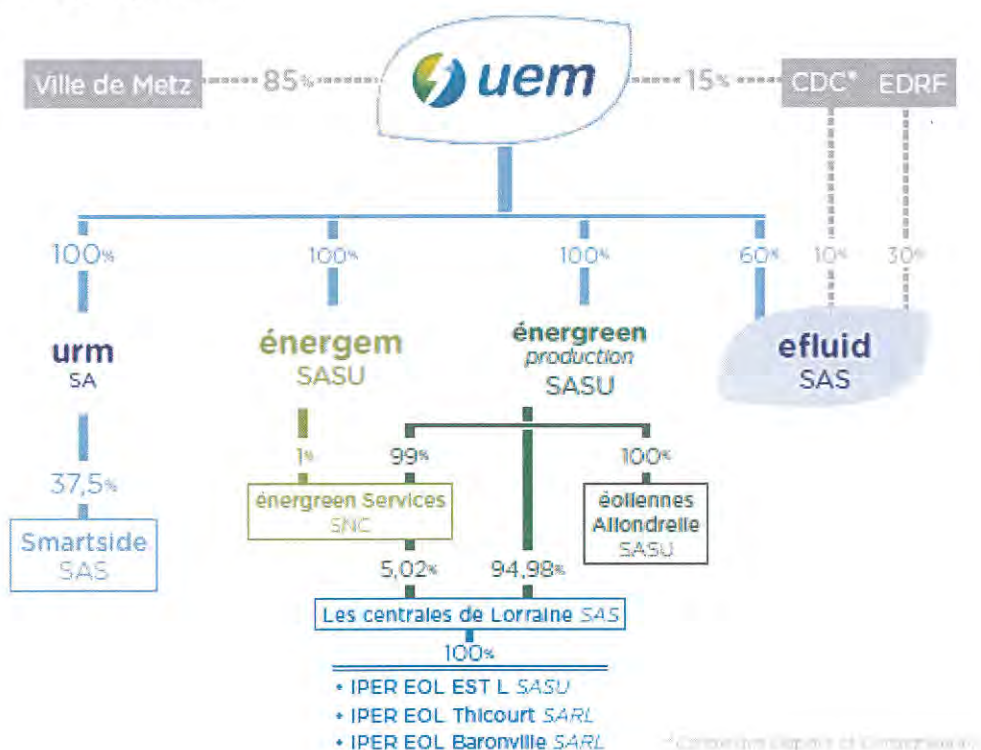
BILAN							
ACTIF	au 31/12/2015	au 31/12/2014	au 31/12/2013	PASSIF	au 31/12/2015	au 31/12/2014	au 31/12/2013
Immo incorporelles (20)	4 291	3 492	5 690	Capital	20 000	20 000	20 000
Instal techniques (215)	133 835	125 483	126 731	Reserve légale	2 000	2 000	2 000
Immo. Corporelles en cours	1 223	12 935	12 680	Report à nouveau	134 285	129 520	128 804
Immo. Financières	85 308	85 576	78 756	Résultat de l'exercice	17 202	19 265	11 716
TOTAL IMMOBILISATIONS	224 657	227 486	223 857	Subv. d'investissement / Provisions réglementées	625	858	1 012
				Autres fonds propres (produits émission titres participatifs)	3 256	2 999	2 945
				TOTAL FONDS PROPRES	177 368	174 642	166 477
				Provisions risques & charges	53 102	54 095	50 234
Stocks et en-cours	7 353	9 213	5 279	Dettes financières plus d'un an	41 885	47 438	36 185
				TOTAL CAPITALS PERMANENTS	272 355	276 175	252 896
				Dettes fournisseurs	53 077	58 130	61 090
Créances d'exploitation (410,411)	69 776	66 662	59 531	Dettes fiscales et sociales	21 939	22 119	18 468
Autres créances	28 303	24 086	9 765	Autres dettes	16 146	6 219	6 020
Charg. const. Avance (486)	1 013	1 248	1 128	Produits constatés d'avance	422	362	370
TOTAL ACTIF CIRCULANT	106 445	101 209	75 703	TOTAL DETTES A COURT TERME	91 584	86 830	85 948
Dispo. caisse, banque (51,53)	32 837	34 310	39 286	Crédits trésorerie	-	-	-
TOTAL TRESORERIE	32 837	34 310	39 286	TOTAL DECOUVERT	-	-	-
TOTAL GENERAL ACTIF	363 939	363 005	338 846	TOTAL GENERAL PASSIF	363 939	363 005	338 844

I – FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE LIES A L'ACTIVITE

Le groupe UEM a créé sa fondation d'entreprise, en juin 2015. Elle soutient les actions relatives à la préservation de l'environnement, de la nature et de la biodiversité.

La fondation propose de participer à des initiatives en offrant son support et son aide financière à travers quatre appels à projets : écologie urbaine, la forêt Lorraine, les actions tournées vers la jeunesse et les actions au niveau national.

Pour résumer le groupe UEM :



ACTIVITE DE L'ENSEMBLE DU PERIMETRE CONSOLIDE

Le périmètre consolidé dont l'activité va être décrite comprend les sociétés UEM, URM, Energem, Energreen et Efluid.

L'exercice 2015 a été marqué par la fusion-absorption de la société "éoliennes Allondrelle" par Energreen production, sa société mère. Cette opération a été réalisée le 31 décembre 2015 avec un effet comptable et fiscal rétroactif au 1^{er} janvier 2015.

Le chiffre d'affaires du groupe progresse de 7% au regard de l'année 2014 pour s'établir à 250 494 k€. Le résultat net consolidé part du groupe s'élève à **18 942 k€** pour 2015 contre **17 641 k€** en 2014. Il tient compte notamment des résultats sociaux de 33 466 k€, d'un produit d'impôt différé de 527 k€, des intérêts minoritaires de 1 682 k€ et de l'élimination des dividendes intra-groupe pour 11 956 k€. *La situation financière est détaillée dans la seconde partie, intitulée "Faits majeurs de l'exercice liés au bilan financier".*

LA SOCIETE URM

Il faut rappeler que la société UEM détient, au 31 décembre 2015, la totalité des actions formant le capital social de la société URM pour un montant total de participation de 68,3 M€. 2015 a été une année de politique d'investissement soutenue : 62 km de réseaux neufs mis en service (contre 92km en 2014), des investissements immobiliers importants avec la construction du bâtiment destiné à être loué à Efluid. Le volume d'investissement atteint ainsi **23 M€** en 2015 pour 18,5 M€ en 2014.

LA SOCIETE ENERGEM

La société UEM détient, au 31 décembre 2015, la totalité des actions formant le capital social de la société Energem d'un montant de 2,5 M€.

Energem a poursuivi la commercialisation d'électricité (ciblée clients particuliers et petits professionnels) sur le territoire national, en privilégiant les interventions régionales, notamment à Nancy, cela a permis d'accompagner la croissance de l'activité.

La société a également développé de nouveaux partenariats commerciaux et accru son portefeuille clients tout au long de l'année 2015. Par ailleurs, un travail d'industrialisation des processus et de rationalisation des coûts a été mené.

Sur le segment haut de portefeuille, Energem a accompagné la fin des tarifs réglementés jaune et vert, et déployé de nouvelles offres de marché (BT supérieur à 36 kVA et HTA). La société a gagné la confiance de nombreux clients tant monosite que multisites, pour des périodes de fourniture pouvant aller jusqu'à 2018. Le portefeuille de clients s'est particulièrement diversifié et maille maintenant l'ensemble du territoire français.

Les objectifs de la société à la fin de l'année ont été dépassés sur l'ensemble des segments de clientèle.

LA SOCIETE ENERGREEN PRODUCTION

La société UEM détient, au 31 décembre 2015, la totalité des actions formant le capital social d'Energreen Production d'un montant de 9 M€.

✓ FUSION ABSORPTION SIMPLIFIEE AVEC EOLIENNES ALLONDRELLE

L'année 2015 a été marquée par la fusion-absorption de la société Eoliennes Allondrelle, acquise en 2014, par Energreen Production.

La fusion s'inscrit dans le cadre des mesures de rationalisation et de simplification des structures du groupe UEM dont ces deux sociétés font partie, et ayant la société UEM comme société mère ultime. Cette opération permet de regrouper les activités d'énergies renouvelables du groupe UEM au sein de la société Energreen Production et d'optimiser la gestion des coûts induits par le suivi administratif, juridique, comptable et fiscal.

La fusion-absorption a entraîné la dissolution d'Eoliennes Allondrelle au 31 décembre 2015 minuit, mais cette dissolution n'a pas donné lieu à liquidation puisque la totalité du patrimoine d'Eoliennes Allondrelle a été transmise à Energreen Production. De plus, la société a procédé à l'ouverture d'un nouvel établissement secondaire afin d'accueillir le parc éolien d'Allondrelle-la-Malmaison.

✓ EXPLOITATION

L'année 2015 a été la première année complète d'exploitation du parc éolien d'Allondrelle. La production a été en ligne par rapport aux prévisions moyennes à long terme (23,1 GWh).

Concernant le parc photovoltaïque de la Fare les Oliviers, la production annuelle 2015 (6 269 MWh) est légèrement en retrait de 2,5% par rapport aux prévisions. Cet écart est notamment lié à :

- une interruption prolongée de l'alimentation électrique du parc en septembre 2015, dû à un défaut externe du réseau ERDF. Cela a occasionné une perte d'exploitation de 77 MWh, non prise en charge par ERDF ;
- un défaut répétitif d'un onduleur, lié à la régulation de température, résolu en quelques jours.

LA SOCIETE ENERGREEN SERVICES

Pour rappel, Energreen services SNC a été créée en 2013 afin d'acquérir le groupe CDL (à hauteur de 5,02%). Cette société est fiscalement transparente et est détenue à 1% par Energem et 99% par Energreen Production. Elle permet de ne pas remettre en cause les conditions économiques de constitution du groupe Centrales de Lorraine préalablement en place au moment de l'acquisition du groupe par Energreen Production.

LE GROUPE CENTRALES DE LORRAINE

La société CDL, acquise pour un montant de 17,6 M€, filiale à 94,98% d'Energreen Production et à 5,02% d'Energreen Services est une Holding qui détient 3 sociétés de projet à 100 % dont l'activité de chacune est la production et la commercialisation d'énergie renouvelable à partir d'éoliennes. Le groupe CDL est constitué comme suit :

Centrales de Lorraine (CDL) : SAS au capital social de 100 k€

- IPER EOL Thicourt (4 éoliennes) : SARL au capital social de 622 k€,
- IPER EOL ESTL (8 éoliennes) : SAS au capital social de 1 193 k€,
- IPER EOL Baronville-Destry (6 éoliennes) : SAS au capital social de 988 k€.

LA SOCIETE EFLUID

Durant l'année 2015, la société a poursuivi la réalisation des développements nécessaires à la mise en œuvre du compteur évolué pour le compte d'un acteur majeur du marché et des développements liés aux processus de commercialisation de l'électricité et du gaz (notamment dans le cadre de la fin des tarifs réglementés verts et jaunes à fin 2015 « projet Bascule 2016 »).

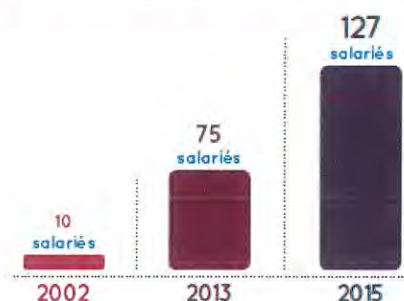
Concernant les clients déjà en production, l'année 2015 a été marquée par la réalisation des travaux de montée en version majeure V12 du logiciel de l'ensemble des clients et par la mise en production pour plusieurs nouveaux clients. D'autre part, les équipes de la société ont réalisé, chez les clients concernés, les travaux de paramétrage et de conduite du changement dans le cadre du dossier « Bascule 2016 ».

La société a poursuivi ses travaux de prospection sur l'activité « Eau » et a initié une étude de marché sur les marchés francophones.

En termes d'organisation, la société a poursuivi le renforcement de ses équipes avec un effectif proche de 130 salariés à la fin de l'année 2015. Elle a également préparé un projet de consolidation de la pyramide hiérarchique qui sera mis en œuvre au 1^{er} trimestre 2016.

Le club des utilisateurs d'Efluid compte **21 membres** en 2015, VIALIS fournisseur d'énergie, est le dernier à l'avoir rejoint.

Évolution des effectifs d'efluid



Évolution de l'activité d'efluid



LA SOCIÉTÉ UEM

✓ CONTEXTE ÉNERGETIQUE EN FRANCE

En 2015, la consommation brute d'électricité a renoué avec la croissance en affichant une augmentation de 2,2% par rapport à 2014, pour s'établir à 475,4 TWh. La consommation corrigée de l'effet climatique est au global en très légère progression (476,3 TWh), avec cependant de fortes variations saisonnières.

En base, le **prix spot moyen**¹ en France en 2015 a été de **38,5 €/MWh**, en hausse de +11,2% par rapport à 2014. Ce prix est bien en-deçà du prix de l'**ARENH**² établi à 42 €/MWh.

L'accroissement du parc d'énergies renouvelables (+584 MW) n'a pas pour autant occasionné de vagues significatives de prix négatifs (seulement 126h réparties sur 25j). L'amplitude des prix a été toutefois plus importante qu'en 2014, avec un prix quotidien moyen maximum établi à 64,1 €/MWh fin novembre et un minimum atteint mi-mai à 12,1 €/MWh.

Les prix à terme pour livraison sur l'année suivante ont continuellement diminué au cours de 2015 pour clôturer l'année à 33,1 €/MWh (-20 %).

¹ Le **prix spot moyen** doit son nom au marché journalier de l'électricité opéré par EPEX Spot SE. Il s'agit du marché **Epex Spot** avec une gamme de produits comprenant les transactions spot de l'électricité pour l'Allemagne, la France, l'Autriche et la Suisse. Ces pays représentent plus d'un tiers de la consommation d'électricité en Europe.

² Le dispositif de l'**ARENH** (Accès Régulé à l'Électricité Nucléaire Historique) a été créé par la loi **Nome** en 2010. La loi sur la Nouvelle Organisation du Marché de l'Électricité avait pour but la création d'un marché régulé qui permettrait une concurrence équitable entre les fournisseurs. En effet, l'ouverture du marché de l'électricité pour les particuliers en juillet 2007 ne permettait pas aux fournisseurs concurrents d'EDF de se développer étant donnée la situation de quasi-monopole d'EDF sur la production d'électricité française grâce notamment à son parc nucléaire. La loi Nome a donc conduit à la mise en place d'un dispositif contraignant EDF à vendre une partie de son électricité nucléaire à des prix régulés. L'ARENH est entrée en vigueur le 1er juillet 2010 par les articles L.336-1 à L.336-10 du code de l'énergie.

✓ EVOLUTION DES VENTES UEM

L'année 2015 totalise 2624 **Degrés Jour Unifiés**³, soit 11% de plus qu'en 2014 mais d'un niveau inférieur à la moyenne des 15 dernières années.

S'agissant d'UEM, les ventes d'énergie électrique à des clients (hors consommations internes) ont totalisé **1 273 GWh** sur l'activité régulée et 110 GWh sur l'activité dérégulée. À cela s'ajoutent 176 GWh livrés à des clients appartenant aux ELD Enercom.

L'activité de vente aux clients en offre de marché a été principalement caractérisée par un contrat important de sourcing des pertes réseau du GRD URM et la bascule sur le marché de nombreux clients à l'entrée de l'hiver.

Les volumes de vente sur les tarifs réglementés bleus ont cru de 21,9 GWh, totalisant 728,9 GWh. Concernant les tarifs réglementés jaunes et verts, le périmètre s'est modifié en fin d'année avec le passage en offre de marché de nombreux clients. Les volumes de vente sur ces tarifs professionnels ont atteint 544 GWh sur l'année 2015.

La croissance est également au rendez-vous de l'activité de commercialisation du gaz avec un volume livré de 66 GWh, en progression de +32% comparé à 2014.

Les ventes de chauffage urbain, sur les réseaux Metz Cité et Metz Est, ont augmenté de +9% pour atteindre 409 GWh. Cette croissance a été tirée par des conditions climatiques plus favorables sur le premier semestre et des consommations supplémentaires issues de nouveaux raccordements sur le second semestre.

✓ FAITS MARQUANTS

Coté fourniture d'électricité, l'année 2015 a été marquée par la bascule en offres de marché des clients aux tarifs réglementés jaunes et verts supérieurs à 36 kVA, ces derniers étant supprimés au 31 décembre 2015.

Cette opération de bascule a été préparée par la société et menée sur plusieurs fronts :

- La finalisation des études et des développements du projet Enercom, pour une gestion précise et maîtrisée des opérations d'approvisionnement sur les marchés de l'électricité,
- Le couplage du système d'informations Enercom à Efluid, au cours du mois de mai 2015, permettant ainsi d'industrialiser les processus entre la gestion des offres commerciales aux clients et la chaîne approvisionnement,
- La mise en production d'Enercom chez les ELD partenaires de grande taille, et le paramétrage d'Enercom connexion pour les partenaires de taille moindre,
- L'information des 2 100 clients UEM concernés par la fin des TRV jaunes et verts et, à la suite, le cadencement des négociations commerciales, avec en ligne des propositions de fourniture sur 2016, 2017 voire 2018,
- La bascule de certains clients UEM dans le giron Energem permettant de compenser les pertes de clients sur le territoire historique via la conquête de clients multisites sur l'ensemble du territoire français.

Au global, sur le périmètre des clients UEM et Energem, le portefeuille d'affaires s'est accru de

³ Les **degrés jour unifiés** ou DJU permettent de réaliser des estimations de consommation d'énergie thermique pour le chauffage d'un bâtiment en proportion de la rigueur de l'hiver. Ils sont calculés généralement sur une base de 18°C (température extérieure inférieure ou égale à 18°C) pour une période de chauffe de 232 jours allant du 1^{er} octobre au 20 mai.

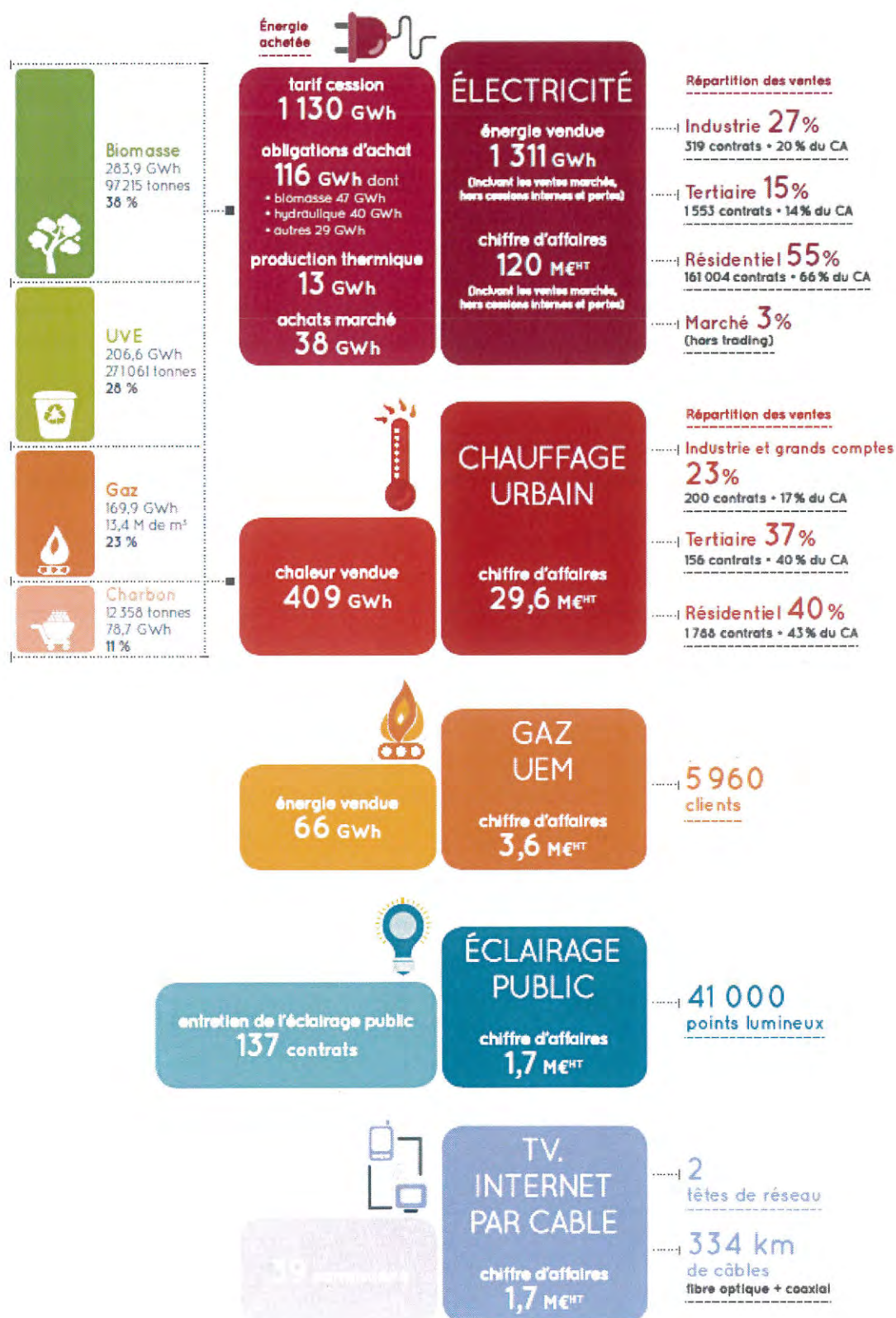
700 nouveaux contrats (à 2 800 contrats) et a permis d'atteindre **997 GWh** de consommation prévisionnelle sur 2016, soit près de 350 GWh supplémentaires comparé à la situation initiale en TRV.

Concernant les tarifs réglementés de vente, l'année a été marquée par la hausse tarifaire du 1^{er} août 2015, avec en moyenne +2,5% sur les tarifs bleus résidentiels, +0,9% sur les tarifs jaunes et +4% sur les tarifs verts. La hausse concomitante du tarif de cession a quasiment neutralisé la marge supplémentaire dégagée.

En ce qui concerne l'activité de production thermique de chaleur et d'électricité, l'année 2015 a été marquée par la poursuite du versement de la « prime de capacité transitoire » réservée aux installations de plus de 12 MW (article L.314-1-1 du Code de l'énergie). L'impact sur les comptes 2015 est de l'ordre de 1,6 M€. Ce dispositif anticipe le mécanisme de capacité dont l'amorçage devrait débuter courant 2016. Pour s'y préparer, les différents outils de production d'UEM ont été déclarés pour bénéficier, dès l'activation de ce mécanisme, de la possibilité de valorisation des certificats de capacité correspondants.

Par ailleurs, des études ont été menées pour optimiser la valorisation des outils de production d'électricité sur le marché dès lors qu'ils ne pourront plus effacer les achats au tarif de cession (réforme du tarif de cession prévue en 2016).

Voici le bilan 2015 schématisé des activités du groupe UEM :



II – FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE LIES AU BILAN FINANCIER

A) Les principaux chiffres clés du bilan de l'exercice clos le 31 décembre 2015

LA SOCIETE URM

Les principaux chiffres clés du bilan de l'exercice clos le 31 décembre 2015, sont les suivants :

(en k€)	Exercice clos le 31.12.2015	Exercice clos le 31.12.2014
Total actif immobilisé	242 304	229 256
Total actif circulant	68 012	72 307
<i>Dont charges constatées d'avance</i>	48	49
Total provisions pour risques et charges (<i>hors concession</i>)	15 663	16 071
Dettes	18 009	16 409
Capitaux propres	77 553	74 331
dont résultat net comptable	8 070	4 971
Passifs spécifiques liés aux concessions	199 091	194 752

Les capitaux propres de la société URM s'élèvent, au 31 décembre 2015, à 77 553 k€.

La société URM a obtenu les résultats suivants au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2015 :

(en k€)	Exercice clos le 31.12.2015	Exercice clos le 31.12.2014
Chiffre d'affaires net hors taxes	64 429	61 245
Résultat d'exploitation	12 056	6 673
Résultat financier	895	972
Résultat courant avant impôts	12 950	7 645
Résultat exceptionnel	-777	-96
Résultat net comptable	8 070	4 971

Le chiffre d'affaires d'URM est principalement constitué des ventes d'acheminement d'électricité (**87%**) et pour le reste, de ventes de prestations liées à l'activité de Gestionnaire de Réseau de Distribution (essentiellement les raccordements de clients au réseau) ainsi qu'aux prestations techniques réalisées pour la maison-mère.

Les recettes d'acheminement augmentent de 1,9% par rapport à 2014, en raison notamment de quantités livrées plus élevées suite à un hiver plus long et plus froid.

Les ventes de prestations sont en forte progression liées à un plus grand nombre de chantiers de raccordements, et notamment le raccordement d'un site de production d'énergie éolienne pour un montant de **1,7M€**.

Les charges d'exploitation sont en hausse de 1,7M€, suite à l'externalisation de passifs sociaux pour 2M€ (assurances liées au régime des retraites), compensée intégralement par une

reprise de provision.

Les dotations aux amortissements augmentent de 0,4M€ suite à la poursuite du plan d'investissement d'URM.

Les dotations nettes aux provisions baissent de **4,3 M€**, d'une part du fait de l'externalisation des passifs sociaux pour 2 M€ et d'autre part par une reprise sur la provision pour renouvellement pour 2,6 M€. *Ce mouvement concerne la part financée par le concessionnaire sur les biens déjà renouvelés depuis 2007 et pour lesquels la reprise de provision pour renouvellement du financement réalisé par le concessionnaire sur le même rythme que les amortissements n'avait pas été prise en compte.* La correction correspondante s'élève à **1,5M€**.

Le résultat financier composé principalement des intérêts des comptes à terme s'élève à 0,9M€.

Le résultat net de l'entreprise atteint **8M€**, soit une augmentation de 3M€ par rapport à 2014.

Perspectives d'avenir :

Le tarif **HTA/BT TURPE 4** en vigueur depuis le début de l'année 2014 a été établi pour permettre à ERDF d'exploiter ses réseaux et de financer ses besoins d'investissements toujours importants dans les réseaux pour les quatre ans de la période tarifaire 2014-2017. Ce tarif doit permettre à URM de maintenir sa trajectoire économique en termes de résultat d'exploitation et de capacité à financer ses investissements.

URM maintiendra sa politique d'investissement soutenue dans les réseaux HTA et BT qui seront construits quasiment exclusivement en technique souterraine avec en priorité la poursuite du programme de remplacement des câbles les plus anciens.

Les investissements de renouvellement des ouvrages Haute Tension se maintiendront à un niveau élevé du fait des nécessités de renouvellement de certaines installations.

Le déploiement des **compteurs communicants Linky** à partir de 2018 pour une durée d'environ 5 ans constituera également un poste important d'investissement (**estimé à 20 M€**).

LA SOCIÉTÉ ENERGEM

La société Energem a obtenu les résultats suivants au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2015 :

(en k€)	Exercice clos le	Exercice clos le
	31.12.2015	31.12.2014
Chiffre d'affaires net hors taxes	10 863	6 428
Résultat d'exploitation	-77	-283
Résultat financier	4	88
Résultat courant avant impôts	-72	-196
Résultat exceptionnel	57	48
Résultat net comptable	-16	-148

Le chiffre d'affaires progresse en raison de l'augmentation du nombre de contrats desservis (+**47%** en électricité et +**69%** sur le gaz). Cela permet d'améliorer le résultat de 130k€ par

rapport à 2014.

Le résultat de la société se rapproche de l'équilibre mais reste légèrement déficitaire à **-16k€**.

Perspectives d'avenir :

La société va poursuivre son développement sur les segments particuliers et petits professionnels, et accentuer sa croissance sur le haut de portefeuille. Elle projette également d'enrichir son panel d'offres et de pénétrer sur le segment gaz haut de portefeuille.

LA SOCIETE ENERGREEN PRODUCTION

La société a obtenu les résultats suivants au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2015 :

(en k€)	Exercice clos le 31.12.2015	Exercice clos le 31.12.2014
Chiffre d'affaires net hors taxes	2 668	728
Résultat d'exploitation	308	8
Résultat financier	-572	-112
Résultat courant avant impôts	-264	-103
Résultat exceptionnel	-15	-56
Résultat net comptable	-279	-159

Perspectives d'avenir :

D'autres acquisitions de sites sont envisagées, notamment dans le cadre de co-développement avec des partenaires externes en amont de l'obtention du permis de construire.

LE GROUPE CENTRALES DE LORRAINE

La société CDL a obtenu les résultats suivants au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2015 :

(en k€)	Exercice clos le 31.12.2015	Exercice clos le 31.12.2014
Chiffre d'affaires net hors taxes	63	108
Résultat d'exploitation	38	69
Résultat financier	-100	-110
Résultat courant avant impôts	-62	-41
Résultat exceptionnel	99	515
Résultat net comptable	37	475

La société Baronville a obtenu les résultats suivants au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2015 :

<i>(en k€)</i>	Exercice clos le 31.12.2015	Exercice clos le 31.12.2014
Chiffre d'affaires net hors taxes	2 278	1 983
Résultat d'exploitation	325	58
Résultat financier	-534	-576
Résultat courant avant impôts	-209	-518
Résultat exceptionnel	945	528
Résultat net comptable	736	10

La société ESTL a obtenu les résultats suivants au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2015 :

<i>(en k€)</i>	Exercice clos le 31.12.2015	Exercice clos le 31.12.2014
Chiffre d'affaires net hors taxes	3 328	2 919
Résultat d'exploitation	943	596
Résultat financier	-917	-1 003
Résultat courant avant impôts	26	-407
Résultat exceptionnel	-347	-620
Résultat net comptable	-321	-1 027

La société Thicourt a obtenu les résultats suivants au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2015 :

<i>(en k€)</i>	Exercice clos le 31.12.2015	Exercice clos le 31.12.2014
Chiffre d'affaires net hors taxes	1 617	1 415
Résultat d'exploitation	470	285
Résultat financier	-441	-479
Résultat courant avant impôts	29	-194
Résultat exceptionnel	-169	-295
Résultat net comptable	-139	-489

À noter que le groupe CDL est en intégration fiscale avec la société CDL en tête de groupe.

Perspectives d'avenir :

En 2016, l'exploitation technique et la gestion des trois parcs éoliens seront reprises en intégralité par les équipes d'UEM, société mère ultime.

Il n'y a pas de travaux importants prévus en 2016 en dehors de l'activité normale, prise en compte dans le contrat de maintenance.

LA SOCIETE EFLUID

La Société a obtenu les résultats suivants au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2015 :

(en k€)	Exercice clos le 31.12.2015	Exercice clos le 31.12.2014
Chiffre d'affaires net hors taxes	45 267	40 935
Résultat d'exploitation	13 287	13 522
Résultat financier	304	320
Résultat courant avant impôts	13 591	13 841
Résultat exceptionnel	-22	-11
Résultat net comptable	8 175	8 873

Perspectives d'avenir :

En dehors des activités traditionnelles de suivi des clients en production, l'année 2016 sera marquée par :

- la fin de mise en production du projet multi ELD (14 mises en production à réaliser dans le 1^{er} trimestre 2016),
- la mise en œuvre chez l'ensemble de nos clients de la version 12 du logiciel.

Les travaux d'intégration des fonctionnalités liées aux compteurs évolués pour des clients majeurs seront initiés pendant l'année 2016.

Les travaux d'analyse et de développement de la version V13 du logiciel seront au cœur de l'activité des équipes de la société en 2016.

LA SOCIETE UEM

Les principaux chiffres clés du **bilan** de l'exercice clos le 31 décembre 2015, sont les suivants :

(en k€)	Exercice clos le 31.12.2015	Exercice clos le 31.12.2014
Total actif immobilisé	224 657	227 486
Total actif circulant	139 282	135 519
<i>Dont charges constatées d'avance</i>	1 013	1 248
Total provisions pour risques et charges (hors concessions)	38 113	39 045
Dettes	133 469	134 268
Capitaux propres	174 113	171 643
dont résultat net comptable	17 202	19 265
Passifs spécifiques liés aux concessions	18 245	18 050

Situation des dettes fournisseurs :

Au 31 décembre 2015, le montant des dettes fournisseurs s'élève à 3 341 k€ après déduction des factures non parvenues d'un montant de 35 838k€. L'échéancier des dettes est le suivant :

Année	(en k€)	Echéancier des dettes Fournisseurs				
	Type de fournisseur	Dettes non échues	Dettes échues < 1 mois	Dettes échues depuis 1 à 3 mois	Dettes échues > 3 mois	Total
2013	Fournisseur Groupe	54	7 056	-	-	7 110
	Fournisseur hors Groupe	1 532	4 963	-	-	6 495
	Total	1 586	12 019	0	0	13 604
2014	Fournisseur Groupe	7 113	1	13	8	7 135
	Fournisseur hors Groupe	1 038	168	21	80	1 307
	Total	8 151	169	34	88	8 442
2015	Fournisseur Groupe	1 121				1 121
	Fournisseur hors Groupe	2 031	93	93	3	2 220
	Total	3 152	93	93	3	3 341

NB : Groupe = sociétés URM, Efluid, Energem, Energreen Production, CDL, Baronville Destry, Thicourt, ESTL.

La société UEM a obtenu les résultats suivants au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2015 :

	Exercice clos le 31.12.2015 En k€	Exercice clos le 31.12.2014 En k€
Chiffre d'affaires net hors taxes	195 433	189 404
Résultat d'exploitation	7 170	10 544
Résultat financier	11 834	12 359
Résultat courant avant impôts	19 003	22 903
Résultat exceptionnel	1 561	- 521
Résultat net comptable	17 202	19 265

Le chiffre d'affaires est généré par les activités de vente d'énergies et de prestations de services (entretien de sous stations de chauffage, vidéocommunication, éclairage public).

Voici la situation des cinq derniers exercices :

Résultat de la société au cours des cinq derniers exercices (en €)	31/12/2015	31/12/2014	31/12/2013	31/12/2012	31/12/2011
Situation financière en fin d'exercice					
Capital social	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000
Nombre d'actions émises	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
Nombres d'obligations convertibles en actions					-
Résultat global des opérations effectives					
Chiffre d'affaires hors taxes	195 433 376	189 404 162	211 920 281	234 779 356	223 012 016
Résultat avant impôts, amortissements et provisions	31 463 767	35 186 038	26 363 776	26 843 653	32 549 048
Impôt sur les bénéfices	3 362 215	3 117 442	3 775 035	4 798 529	7 117 752
Résultat après impôts, amortissements et provisions	17 202 475	19 264 988	11 715 986	11 492 971	15 118 061
Résultat distribué	14 500 000	14 500 000	11 000 000	10 000 000	10 000 000
Résultat des opérations par action					
Résultat après impôts mais avant amortissements et provisions	281,02	320,72	225,89	220,45	254,31
Résultat après impôts, amortissements et provisions	172,02	192,65	117,16	114,93	151,18
Dividende versé par action	145	145	110	100	100
Personnel					
Nombre de salariés	329	316	311	296	321
Montant de la masse salariale	12 922 279	12 062 126	11 530 154	13 361 653	12 124 875
Montant des cotisations sociales et avantages sociaux	8 700 223	8 678 979	8 113 095	9 466 615	8 137 999

B) Informations financières complémentaires diverses

– Concernant l'intégration fiscale

Les comptes de la SAEML intègrent fiscalement les comptes de la société Energem.

– Dépenses et charges visées à l'article 39-4 du CGI

Aucune dépense de cette nature n'a été réintégrée dans les comptes.

– Analyse des résultats

Le chiffre d'affaires total s'établit à 195 433 k€. Il est constitué à 71 % par l'activité fourniture d'électricité, à 18 % par l'activité chaleur force, le reste étant constitué par les activités annexes (vidéocommunication, éclairage public, fourniture de gaz et services).

La hausse de 6 M€ du chiffre d'affaires par rapport à l'année 2014 est en lien notamment avec l'accroissement des ventes auprès des fournisseurs d'électricité membres du dispositif Enercom.

L'excédent brut d'exploitation baisse de 7 M€. La marge brute énergie est en forte baisse en lien avec la rectification des barèmes Tarif bleu sur la période juillet 2012 à juillet 2013 qui avait été appliquée. De plus, l'année 2015 a été marquée par des travaux d'entretien importants et en particulier par la première phase du démantèlement des chaudières charbon HP1 & HP3.

Le résultat d'exploitation s'élève à 7,2 M€ en baisse de 3,4 M€ par rapport à 2014. Les

dotations aux provisions sont en forte baisse (constatation d'une provision complémentaire pour le démantèlement des chaudières charbon en 2014 alors que cette provision a été en partie reprise en 2015 suite au démarrage des travaux de démantèlement).

Le résultat financier de 11,8 M€ est essentiellement constitué des produits de participation.

L'impôt sur les sociétés s'élève à 3,6 M€. Le résultat net comptable après impôts est de 17,2 M€ en diminution de 2 M€ par rapport à 2014 en lien avec la baisse de la marge brute de l'activité fournisseur d'électricité.

– Activités en matière de recherche et développement

Un crédit d'impôt a été comptabilisé dans les comptes 2015 au titre de dépenses en matière de recherche et de développement liées au développement d'Efluid et Enercom pour un montant de 101 k€.

– Activités à risques

Il vous est présenté une information sur les installations classées à risque de la société conformément à l'article L.225-102-2 du Code de commerce.

La société exploite deux installations classées dans le voisinage desquelles une servitude peut-être instituée conformément à la liste prévue à l'article L.515-8 du code de l'environnement, à savoir la centrale de Chambièrre et celle de Metz Est.

Conformément à la réglementation en vigueur, un Plan d'Opérations Internes (POI) est mis en place et testé tous les deux ans par la société en présence des pompiers. Chacun des deux sites fait en outre l'objet d'une visite annuelle de la DREAL et de contrôles inopinés.

Deux arrêtés préfectoraux d'autorisation d'exploiter régissent ces sites en matière de prévention des risques industriels et environnementaux.

– Evènements importants survenus depuis la clôture de l'exercice écoulé

Aucun évènement important n'est survenu depuis la clôture l'exercice 2015 et ne mérite d'être porté à votre connaissance.

– Filiales et participations

La société UEM contrôle directement ou indirectement les sociétés URM, Energem, Efluid, Energreen Production, Energreen Services, Eoliennes Allondrelle, Les Centrales De Lorraine, IPER EOL ESTL, IPER EOL Thicourt et IPER EOL Baronville Destroy.

– Mandats

Aucun mandat d'administrateurs, de commissaires aux comptes ou du directeur général n'a été modifié au cours de l'exercice 2015 ni n'arrive à expiration à l'issue des présentes décisions.

- Informations diverses des actionnaires

Conformément à l'article L.225-102-1 du Code de commerce, les informations concernant les mandats et les fonctions exercées par chacun des mandataires sociaux de la société au cours de l'exercice écoulé font l'objet d'un tableau annexé au présent rapport.

III – Perspectives 2016

La réussite de la bascule des tarifs jaunes et verts en offres de marché, avec un accroissement des volumes conquis à l'extérieur du territoire historique via **Energem**, conforte le positionnement stratégique de l'entreprise UEM et apporte de nouvelles perspectives. En effet, les nouvelles solutions commerciales, portées conjointement par UEM et Energem, permettent de pérenniser la part de clients actuels et de gagner de nouveaux clients. Le développement de l'activité "fourniture de gaz" amène une diversification intéressante dans la commercialisation d'énergies.


Côté **Enercom**, l'accompagnement des entreprises locales de distribution partenaires et l'exploitation de la solution dans d'autres voies de commercialisation permettent d'envisager le développement des activités.

Dans le domaine de la commercialisation d'énergies, les pistes stratégiques sont les suivantes :

- ✓ Fidéliser la base clientèle actuelle sur le territoire historique d'UEM et accroître la pénétration à l'extérieure via la filiale Energem ;
- ✓ Développer l'activité de fourniture en gaz ;
- ✓ Développer les ventes de chauffage urbain.

Pour ce qui concerne la production d'énergies, la société concentrera son attention sur :

- ✓ L'optimisation économique des outils de production en place ;
- ✓ L'accroissement des énergies renouvelables au travers notamment de la filiale Energreen production.



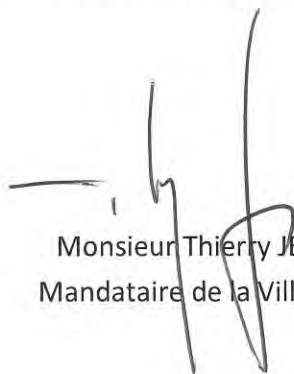
Monsieur Dominique GROS
Mandataire de la Ville de Metz



Monsieur Richard LIOGER
Mandataire de la Ville de Metz



Monsieur René DARBOIS
Mandataire de la Ville de Metz



Monsieur Thierry JEAN
Mandataire de la Ville de Metz

Monsieur Belkhir BELHADDAD
Mandataire de la Ville de Metz



Monsieur Daniel PLANCHETTE
Mandataire de la Ville de Metz



Rapport annuel des représentants de la Ville de Metz
au sein de la Société d'Economie Mixte
Metz Technopôle,
en application de l'article L.1524-5 du Code Général des
Collectivités Territoriales

Exercice 2015

SOMMAIRE

Fiche signalétique de la SEM	page 3
Synthèse des comptes annuels au 31/12/2015	page 4
Faits majeurs de l'exercice liés à l'activité	page 5
Faits majeurs de l'exercice liés au bilan financier	page 6
Perspectives 2016	page 8

FICHE SIGNALÉTIQUE				
ETAT CIVIL				
Société d'Economie Mixte METZ TECHNOPOLE				
Siège social :		4, rue Marconi, METZ		
N° RCS :		391 705 787		
Date de création :		1989		
Objet social :		Favoriser l'implantation d'entreprises sur le territoire et contribuer à la dynamique et à l'attractivité de ce dernier, grâce à ces outils tels que la Maison de l'Entreprise, le CESCO et le Telis.		
Président Directeur Général :		Thierry JEAN		
Commissaire aux comptes :		KPMG AUDIT EST		
Nombre de salariés (effectif moyen) fin 2015 :		10		
ACTIONNARIAT				
Capital social de 266.785,78€				
			</	

COMPTE DE RESULTAT							
CHARGES	au 31/12/2015	au 31/12/2014	au 31/12/2013	PRODUITS	au 31/12/2015	au 31/12/2014	au 31/12/2013
60 - Achats	1 204 978	1 269 085	682 910	70 - Ventes de marchandises	1 923 886	1 879 506	1 139 660
61 - Services extérieurs				71 - Production stockée			
62 - Autres services extérieurs				72 - Production immobilisée			
63 - Impôts et taxes	110 148	109 950	75 725	73 - xxx			
64 - Personnel	373 515	316 281	317 662	74 - Subventions publiques	-		
65 - Autres charges courantes	10 468	3 892	3 754	75 - Autres produits	201	555	227
66 - Charges financières				76 - Produits financiers	6 616	6 050	13 830
67 - Charges exceptionnelles	15 750	63 005	1 257	77 - Produits exceptionnels	16 854	601	8 601
68 - Dotations amort. prov.	81 342	88 847	212 495	78 - Reprise amort. prov.	28 582	42 293	163 685
69 - Impôts sur les bénéfices				79 - Transferts de charges			
Total	1 796 201	1 851 060	1 293 803	Total	1 976 139	1 929 005	1 326 003
Résultat de l'exercice	179 938	77 945	32 200				

BILAN							
ACTIF	au 31/12/2015	au 31/12/2014	au 31/12/2013	PASSIF	au 31/12/2015	au 31/12/2014	au 31/12/2013
Constructions (213)	410 090	441 691	336 237	Capital -Fonds associatifs	267 567	267 567	267 567
Autres Immo. corporelles (23)	119 985	135 511	168 509	Réserves	332 718	332 718	332 718
Immo. Financières (27)	19 121	19 100	20 093	Report à nouveau	- 69 175	- 147 121	- 179 321
TOTAL IMMOBILISATIONS	549 196	596 302	524 839	Résultat de l'exercice	179 938	77 945	32 200
				Subv. d'investissement			
				Provisions risques et charges	200 100	215 850	200 100
				TOTAL FONDS PROPRES	911 148	746 959	653 264
				Dettes financières plus d'un an			
				TOTAL CAPITAUX PERMANENTS	911 148	746 959	653 264
Stocks et encours (37)				Dettes fournisseurs	321 062	217 887	282 359
Créances d'exploitation (410,411)	195 785	56 285	83 950	Dettes fiscales et sociales	127 352	105 979	99 978
Autres créances	79 152	71 184	47 664	Dettes diverses à moins d'un an	95 034	94 427	86 538
Charg. const. Avance (486)	141 722	17 538	136 439	Produits constatés d'avance	17 984	16 098	23 838
Charges à répartir (481)				Autres dettes	401	16 791	2 733
TOTAL ACTIF CIRCULANT	416 659	145 007	268 053	TOTAL DETTES A COURT TERME	561 833	451 182	495 446
Placement, sicaav (50)	130 000	150 000	150 000				
Dispo. caisse, banque (51,53)	377 528	307 468	206 375	Crédits trésorerie	407	637	559
TOTAL TRESORERIE	507 528	467 468	366 375	TOTAL DECOUVERT	407	637	559
TOTAL GENERAL ACTIF	1 473 383	1 198 777	1 149 267	TOTAL GENERAL PASSIF	1 473 388	1 198 778	1 149 269

I – FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE LIES A L'ACTIVITE

La société d'économie mixte METZ TECHNOPOLE a poursuivi son développement d'activité sur l'exercice 2015. Parmi les rencontres organisées par la structure, on peut citer :

- Les Matinales Entrepreneuriales,
- Les Matinales Expertises,
- Les Matinales de l'économie, permettant d'aborder des sujets d'actualité concernant l'économie du territoire, avec la participation d'entreprises du secteur,
- Le Forum Emploi (exclusivement sur les fonctions commerciales) avec 44 entreprises recruteuses accueillies et 300 candidats présents.

La SEM METZ TECHNOPOLE concentre 10 000 jours de location de salle depuis sa création, 1 000 entreprises ont déjà été accueillies. Elle affiche une progression constante sur les activités réalisées au sein des 3 hôtels d'entreprises dont elle a la gestion. Le CESCO, la Maison de l'Entreprise et le bâtiment TELIS enregistrent chacun un résultat net bénéficiaire pour cet exercice 2015.

Un Conseil d'Administration s'est tenu le 4 juin 2015 aux fins :

- d'arrêter les comptes de l'exercice 2014 ;
- de proposer une affectation du résultat ;
- de réexaminer les conventions conclues et autorisées ;
- de réexaminer les mandats arrivant à expiration ;
- de faire un point sur le rapprochement structurel avec l'association WTC ;
- de faire un point sur l'association TCRM-BLIDA.

Le Conseil d'Administration se compose, au 31 décembre 2014, des représentants suivants :

ADMINISTRATEUR	REPRESENTANTS
METZ METROPOLE	- Monsieur Patrice BOURCET - Monsieur Dominique GROS - Monsieur Bernard HEULLUY - Monsieur Robert MARCHAL - Monsieur Jean-François SCHMITT
Ville de METZ	- Madame Marie-Anne ISLER BEGUIN - Monsieur Thierry JEAN - Monsieur Gilbert KRAUSENER
Région CHAMPAGNE ARDENNE LORRAINE	- Monsieur Khalifé KHALIFE
BATIGERE SAREL	- Monsieur Michel CIESLA
CENTRALE SUPELEC	- Monsieur Konrad SZAFNICKI
GEORGIA TECH LORRAINE	- Madame Brigitte HUBERT
METZ CAMPUS – Université de LORRAINE	- Monsieur Pierre MUTZENHART
CLUB METZ TECHNOPOLE	- Monsieur Patrice BOURCET

II – FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE LIES AU BILAN FINANCIER

A) Les principaux chiffres clés du bilan de l'exercice clos le 31 décembre 2015

En 2015, l'activité de la SEM METZ TECHNOPOLE se résume à cela :

- Un taux d'occupation record de **99,65%** pour le Centre d'affaires **CESCOM** dédié à la mise à disposition de bureaux et aux services d'accompagnement aux entreprises. Rappelons que le taux d'occupation était de l'ordre de 98 % en 2014 et 94% en 2013. Le centre affiche un chiffre d'affaires en léger déclin par rapport à 2014 : d'un montant de **741k€** pour 2015, contre 777k€ en 2014. Ce qui n'empêche pas le résultat net d'être excédentaire sur 2015, avec **84k€** contre -3k€ en 2014 (ce résultat déficitaire concernant l'exercice 2014 était dû à une charge exceptionnelle imputée à l'activité du CESCOM).
- La **Maison de l'Entreprise** a pour mission d'accueillir des créateurs d'entreprises, des formations et de la recherche sur l'entrepreneuriat, ainsi que des structures d'aide à la création d'entreprises. Elle affiche également :
 - ✓ une hausse du taux d'occupation sur 2015, **82%** contre 62 % en 2014,
 - ✓ un chiffre d'affaires en progression : **225k€** sur 2015, contre 210k€ en 2014,
 - ✓ un résultat net amélioré avec un excédent de **24k€** en 2015, contre -16k€ en 2014.
- Le bâtiment TELIS (anciennement TDF), acquis en 2013, répond aux besoins et attentes d'investisseurs désirant s'implanter sur le territoire :
 - ✓ un chiffre d'affaires à la hausse, **567k€** en 2015 contre 551k€ en 2014,
 - ✓ un résultat net stable par rapport à 2014, s'établissant à **65k€** sur 2015.

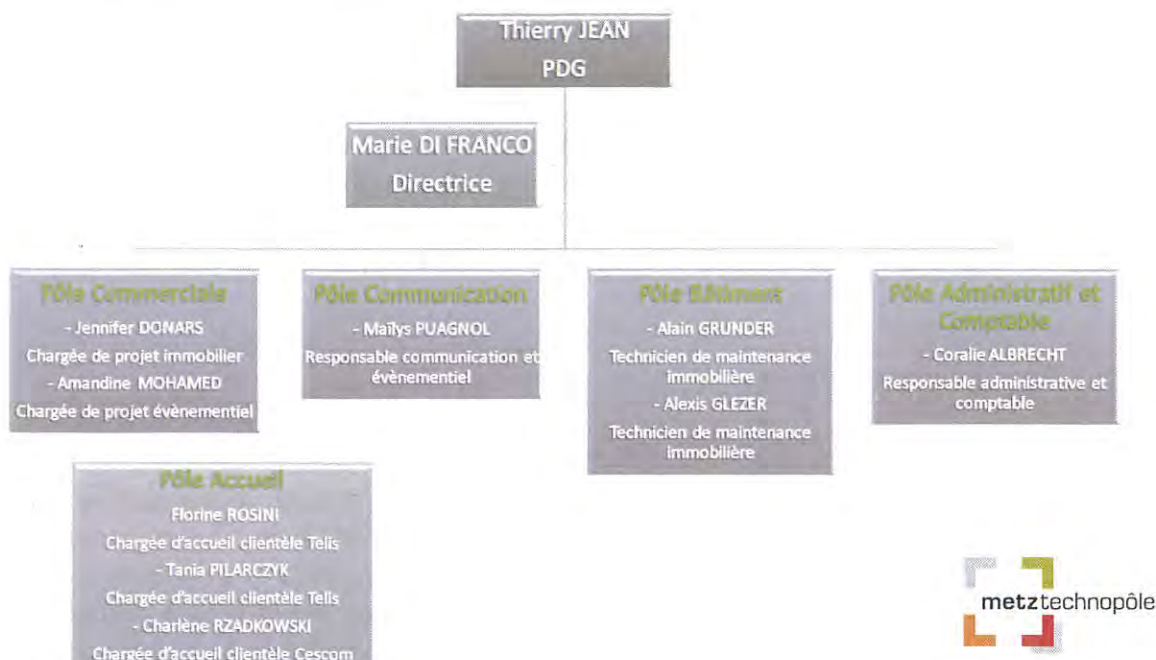
B) Informations financières complémentaires diverses

- Effectifs

Au 31/12/2015, l'effectif de la société s'élève désormais à 10 personnes.

Un poste de chargée de projet événementiel a été mis en place. La personne a été embauchée en milieu d'exercice pour développer l'activité relative aux Séminaires et Congrès.

Voici l'organigramme de la société :



– Délais de paiement

En application de l'article L.441-6-1 et D.441-4 du Code de commerce, nous vous informons qu'au 31 décembre 2015, la décomposition du solde des dettes à l'égard des fournisseurs par date d'échéance est la suivante :

Dettes fournisseurs	Moins de 30 jours	De 30 à 60 jours	Plus de 60 jours	Total
Exercice clos le 31.12.2015	207 410€	9 657€	103 995€	321 062€
Exercice clos le 31.12.2014	173 544€	27 359€	18 000	218 902€

– Autre

Concernant l'actionnariat salarié (article L.225-184 du Code de commerce)

Le personnel salarié de la société ne détient aucune participation dans le capital de la société et aucune option de souscription ou d'achat d'action n'a été consentie au personnel salarié de la société ou à ses mandataires sociaux.

Concernant les délégations dans le domaine des augmentations de capital (article L.225-100 al.7 du Code de commerce)

Le Conseil d'administration ne dispose d'aucune délégation qui lui aurait été accordée par l'Assemblée générale des actionnaires dans le domaine des augmentations de capital par application des articles L.225-129-1 et L.225-129-2 du Code de commerce.

Concernant les attributions d'actions gratuites (article L.225-197-4 du Code de commerce)

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2014 et des exercices antérieurs, la société n'a consenti aucune opération d'attribution d'actions gratuites au profit de ses salariés, de ses mandataires ou des salariés des sociétés du groupe.

Concernant les filiales et participation

En vertu de l'article L.233-6 du Code de Commerce, la société n'a acquis ou n'a souscrit au cours de cet exercice aucune participation dans une autre société et ne possède à la clôture de l'exercice, aucune filiale ou participation.

III – Perspectives 2016

Il est prévu un cloisonnement de secteur, sur le bâtiment TELIS, concernant les locaux restitués suite au départ du service de Statistique Locale de l'INSEE, au 1^{er} septembre 2015. Ce service a accueilli une centaine d'agents au cours de l'année 2015 et a dû déménager du site TELIS. Des travaux de rafraichissement seront nécessaires, une mise aux normes PMR des toilettes. Le coût est estimé à 30 000€ HT pour ces 450m2 restitués. La société profitera de ces travaux pour revoir également l'insonorisation des locaux, le système de détection de fumées et d'alarme incendie ainsi que le système anti-intrusion.

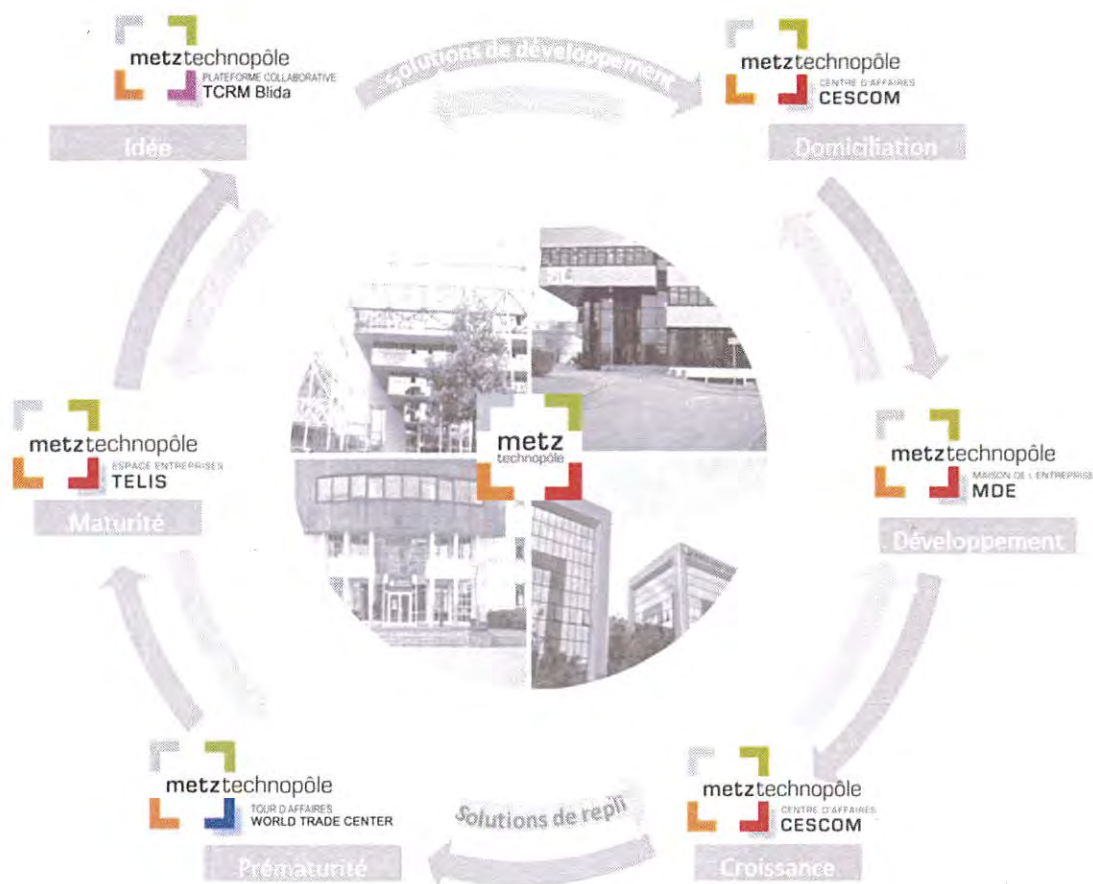
Le bail emphytéotique du bâtiment CESCO est prolongé pour une durée de 6 mois, soit jusqu'au 31 décembre 2017. Cette prolongation permettra à la SEM de consolider son patrimoine exploité et de pérenniser son activité sur le territoire.

Il est prévu de la location d'espaces lors du tournoi de tennis **MOSELLE OPEN** : les espaces seront commercialisés par demi-journée pour permettre aux entreprises une visibilité et une communication lors de cet évènement.

Pour répondre à ses missions, la SEM va acquérir la gestion d'un nouvel ensemble : **TCRM-BLIDA**. Cela va lui permettre de développer ses services et ainsi de renforcer son rôle d'outil de développement économique. TCRM-BLIDA, il s'agit d'une plateforme collaborative de près de 15 000 m2 destinée aux créateurs et aux innovateurs de tous horizons. À travers un dispositif évolutif et modulaire, elle permet de semer, développer et accompagner les idées, offrant la possibilité à chacun de concevoir et de faire aboutir ses initiatives, en favorisant la rencontre, la synergie ainsi que l'échange des savoirs et des compétences.

Concernant l'acquisition de locaux situés au bâtiment **World Trade Center** : le projet est actuellement dans l'attente du positionnement de la CCI sur le prix proposé par la SEM. Il s'agit de l'acquisition de locaux commerciaux sur 2 étages.

Pour résumer les missions de la SEM, voici un schéma reprenant le rôle de chaque hôtel d'entreprise et leur articulation entre eux :



Monsieur Dominique GROS
Mandataire de la Ville de Metz

Monsieur Thierry JEAN
Mandataire de la Ville de Metz

Monsieur Gilbert KRAUSENER
Mandataire de la Ville de Metz

Madame Marie-Anne ISLER BEGUIN
Mandataire de la Ville de Metz

Rapport annuel des représentants de la Ville de Metz
au sein de la Société Publique Locale
METZ METROPOLE MOSELLE CONGRES,
en application de l'article L.1524-5 du Code Général des
Collectivités Territoriales

Exercice 2015

SOMMAIRE

Fiche signalétique de la SPL	page 3
Synthèse des comptes annuels au 31/12/2015	page 4
Faits majeurs de l'exercice liés à l'activité	page 5
Faits majeurs de l'exercice liés au bilan financier	page 6
Perspectives 2016	page 8

FICHE SIGNALÉTIQUE			
ETAT CIVIL			
Société Publique Locale METZ METROPOLE MOSELLE CONGRES			
Siège social :	48, place Mazelle, 57 000 METZ		
N° RCS :	Metz 798 841 870		
Date de création :	4 décembre 2013		
Objet social :	Acteur opérationnel dédié à la gestion de l'activité congrès/manifestations et au développement des équipements liés au tourisme d'affaires sur le territoire		
Président Directeur Général :	Thierry Jean		
Commissaire aux comptes :	KPMG AUDIT		
Nombre de salariés (effectif moyen) fin 2015 :	2		
ACTIONNARIAT			
Capital social de 6.199.000,-€			
Actionnaires	Nombre d'actions détenues	Capital	%
Ville de Metz	3 761 760	3 761 760 €	61%
Metz Métropole	2 429 470	2 429 470 €	39%
Département de la Moselle	7 700	7 700 €	0%
Total	6 198 930	6 198 930 €	
Nombre total d'administrateurs :	9		
- dont représentants de la VDM :	4 (Dominique Gros, Pierre Gandar, Richard Lioger, Thierry Jean)		
JURIDIQUE			
Conventions conclues avec VDM :	Financement aux frais de fonctionnement (09/02/2015) et aux frais d'investissement (12/02/2015)		
FINANCIER			
Financement apporté par VDM :	Frais de fonctionnement 168.000€ et Frais d'investissement : 2,5 M €		
Dernier résultat net comptable connu :	Bénéfice de 2.103€		
Garanties d'emprunts :	Garantie de 60% de la moitié des emprunts contractés à hauteur de 28 400 000 € (soit une garantie de 8,25 M €) par Convention après approbation en Conseil Municipal du 26 novembre 2015.		

SPL M3 CONGRES - Comptes annuels au 31 décembre 2015

COMPTES DE RESULTAT							
CHARGES	au 31/12/2015	au 31/12/2014	au 31/12/2013	PRODUITS	au 31/12/2015	au 31/12/2014	au 31/12/2013
60 - Achats				70 - Ventes de marchandises			
61 - Services extérieurs	159 874	213 194	20 844	71 - Production stockée			
62 - Autres services extérieurs				72 - Production immobilisée			
63 - Impôts et taxes	2 497	1 552		73 - xxx			
64 - Personnel	128 280	124 367		74 - Subventions publiques	350 000	350 000	-
65 - Autres charges courantes	10	6		75 - Autres produits	23	4	
66 - Charges financières				76 - Produits financiers	9 268		
67 - Charges exceptionnelles		450 000		77 - Produits exceptionnels		450 000	
68 - Dotations amort. prov.	75 806	3 726		78 - Reprise amort. prov.	9 280		
69 - Impôts sur les bénéfices				79 - Transferts de charges			
Total	366 467	792 845	20 844	Total	368 571	800 004	-
Résultat de l'exercice	2 104	7 159	- 20 844				

BILAN							
ACTIF	au 31/12/2015	au 31/12/2014	au 31/12/2013	PASSIF	au 31/12/2015	au 31/12/2014	au 31/12/2013
Capitaux souscrits non appelés	4 621 500			Capital -Fonds associatifs	6 199 000	37 000	37 000
Immo incorporelles (20)		412	-	Report à nouveau	- 13 685	- 20 844	-
Terrain (211)				Résultat de l'exercice	2 104	7 159	- 20 844
Constructions (213)				Subv. d'investissement	5 747 538	133 538	
Instal techniques (215)	2 084	3 978	-	TOTAL FONDS PROPRES	11 934 957	156 853	16 156
Immo. Corporelles en cours	5 596 432	171 312	-	Dettes financières plus d'un an			
TOTAL IMMOBILISATIONS	5 598 516	175 702	-	TOTAL CAPITAUX PERMANENTS	11 934 957	156 853	16 156
Autres créances	519 788	117 057	469	Dettes fournisseurs	1 585 918	591 734	21 607
Charg. const. Avance (486)	1 217	9 583	1 225	Dettes fiscales et sociales	33 442	31 250	
TOTAL ACTIF CIRCULANT	521 005	126 640	1 694	TOTAL DETTES A COURT TERME	1 619 360	622 984	21 607
Dispo. caisse, banque (51,53)	2 813 332	477 700	36 153	Crédits trésorerie	38	205	84
TOTAL TRESORERIE	2 813 332	477 700	36 153	TOTAL DECOUVERT	38	205	84
TOTAL GENERAL ACTIF	13 554 353	780 042	37 847	TOTAL GENERAL PASSIF	13 554 355	780 042	37 847

I – FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE LIES A L'ACTIVITE

L'année 2015 a essentiellement été consacrée à :

- La finalisation de la phase de mise au point du contrat de conception, réalisation, entretien et maintenance du Centre des Congrès aboutissant à sa signature le 12 février 2015,
- Préparation et instruction du permis de construire du Centre des Congrès : suite à un avis défavorable sur le premier permis, un second permis de construire a été instruit au cours de l'année en tenant compte des modifications liées au redimensionnement des issues de secours et à l'intégration du parvis du Centre au terrain de l'assiette (achat direct à la SAREMM acté le 10 décembre 2015),
- Réalisation de l'Avant-projet sommaire puis de l'Avant-projet définitif par le groupement Eiffage dans le cadre du contrat de conception, réalisation, entretien et maintenance du Centre des Congrès,
- Suite à cela, le dossier "Projet" a été remis par le groupement Eiffage à la SPL 3M Congrès pour analyse,
- Les premiers marchés liés à la réalisation du projet ont été lancés (assurance, maîtrise d'œuvre),
- Signature d'une convention d'étude et de travaux avec la SNCF pour la création en sortie du tunnel des départs de la Gare de deux murs de soutènement (signature le 26 novembre 2015),
- Un avenant à la convention tripartite du 12 février 2015 a été signé après autorisation du Conseil Municipal de la Ville de Metz portant sur :
 - o Le calendrier précis de mise à disposition de l'équipement au profit de Metz Métropole (prévue le 1^{er} juillet 2018 avec lancement de l'activité le 1^{er} septembre 2018) et de son délégataire de service public (GL Events),
 - o Les conséquences d'un éventuel décalage du calendrier de mise à disposition,
 - o L'engagement par 3M Congrès de respecter le programme des surfaces et le descriptif des bâtiments et équipements,
 - o L'obligation d'obtenir la certification HQE du bâtiment,
 - o La répartition dans l'enveloppe de 56,9 M€ H.T. des sommes affectées aux différents postes de dépenses (dont 42,5 M€ H.T. de travaux et 6,8 M€ d'honoraires),
 - o Les apports des financeurs et contributeurs directs (Ville de Metz apporte 30,5 M€) et indirects (garanties d'emprunt par la Ville de Metz à hauteur de 8,25M€),
 - o L'engagement de 3M Congrès en termes d'insertion professionnelle et de recours aux PME,
 - o La responsabilité contractuelle de 3M Congrès et ses obligations en termes d'assurance,
 - o Les engagements des parties en cas de fin anticipée du contrat de conception, réalisation, entretien et maintenance du Centre des Congrès,

Dans l'attente des négociations avec les établissements financiers prêteurs et la détermination des participations de la SPL 3M Congrès, le montant du capital social avait été fixé au seuil légal minimum (37k€). Suite à la définition du projet (montage financier) et compte-tenu des nécessités d'initier le projet, l'Assemblée Générale de la SPL, a acté une augmentation de capital de 6,1 M€.

La Ville de Metz a donné une suite favorable à cette demande d'apport en capital. Par délibération du 26 novembre 2015, le Conseil Municipal a décidé de détenir 3 761 760€ de capitaux de la SPL, contre 17 760€ auparavant. Metz Métropole a également revu le montant des capitaux détenus (2 429 470€ contre 11 470€ auparavant). Le Conseil Départemental de Moselle n'a pas souscrit de nouvelles actions. Les capitaux souscrits n'ont pas été totalement appelés durant l'année 2015 (reste 4,6 M€ à appeler) puisque la Ville de Metz a versé 936 000 € fin 2015 et Metz Métropole a viré 604 500 € à la même période au titre de leurs participations. Les capitaux doivent être, pour partie, appelés immédiatement, le restant pouvant être appelé dans les années suivantes (cinq ans). Les appels en capitaux seront réalisés au cours des années suivantes en fonction des besoins de la SPL 3M Congrès. Les participations des Collectivités seront échelonnées à due concurrence.

Le conseil d'administration se compose, au 31 décembre 2015, des représentants suivants :

ADMINISTRATEUR	REPRESENTANTS
Ville de METZ :	- Monsieur Dominique GROS - Monsieur Pierre GANDAR - Monsieur Richard LIOGER - Monsieur Thierry JEAN
METZ METROPOLE :	- Monsieur Jean-Luc BOHL - Monsieur Frédéric NAVROT - Monsieur René DARBOIS
Conseil Général de Moselle :	- Monsieur Patrick WEITEN - Monsieur Denis JACQUAT

II – FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE LIES AU BILAN FINANCIER

A) Les principaux chiffres clés du bilan de l'exercice clos le 31 décembre 2015

Cf. page 4 du présent rapport.

A ce stade, l'analyse financière de la société demeure peu pertinente car seule la phase de conception a été initiée.

L'année 2015 a été marquée par une augmentation du capital de la société, entraînant une augmentation de son passif au Bilan. D'autre part, la société a enregistré comptablement une reprise sur provision de 73 500€ en raison du non versement de la subvention de fonctionnement prévue par le Conseil Départemental de Moselle.

La société dispose des ressources suffisantes pour faire face à ses charges. Elle bénéficie également d'une trésorerie couvrant ses besoins.

B) Informations financières complémentaires diverses

– Investissements

Les investissements s'élèvent à 5 598 516€ au 31/12/2015 dont 5 596 432€ au titre des "immobilisations en cours" dans le cadre de la construction du Centre des Congrès.

La société a reçu 5 747 538€ de subventions d'investissements au cours de l'année 2015.

La Ville de Metz et la Communauté d'Agglomération de Metz Métropole participent financièrement en investissement et en fonctionnement au budget de la société. Les Collectivités Actionnaires ont également souscrit des garanties d'emprunt au bénéfice de la société.

Cf. Fiche signalétique pour les nouvelles garanties accordées en 2015.

– Effectifs

Au 31/12/2015, l'effectif de la société s'élève à 2 personnes. Une 3^{ème} personne avait été mise à disposition par la Ville de Metz jusque fin août 2015. Cette mise à disposition faisait l'objet d'une imputation en compte de "services extérieurs" au compte de résultat.

– Dépenses non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions des articles 223 *quater* et 223 *quinquies* du CGI, aucune dépense correspondant à des dépenses non déductibles fiscalement.

– Délais de paiement

En application de l'article L.441-6-1 et D.441-4 du Code de commerce, au 31 décembre 2015, le montant des dettes fournisseurs s'élèvent à 1 585 918€.

L'échéancier des dettes fournisseurs est le suivant :

Dettes fournisseurs	Moins de 30 jours	De 30 à 60 jours	Plus de 60 jours	Total
Exercice clos le 31.12.2015.	1 585 918 euros			1 585 918 euros
Exercice clos le 31.12.2014	591 734 euros			591 734 euros

Les délais de paiement des fournisseurs se sont allongés au cours de l'année 2015.

– Autre

Concernant l'actionnariat salarié (article L.225-184 du Code de commerce)

Le personnel salarié de la société ne détient aucune participation dans le capital de la société et aucune option de souscription ou d'achat d'action n'a été consentie au personnel salarié de la société ou à ses mandataires sociaux.

Concernant les délégations dans le domaine des augmentations de capital (article L.225-100 al.7 du Code de commerce)

Le Conseil d'administration ne dispose d'aucune délégation qui lui aurait été accordée par l'Assemblée générale des actionnaires du 03 décembre 2015 dans le domaine des augmentations de capital par application des articles L. 225-129-1 et L. 225-129-2 du Code de commerce.

Concernant les attributions d'actions gratuites (article L.225-197-4 du Code de commerce)

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015 et des exercices antérieurs, la société n'a consenti aucune opération d'attribution d'actions gratuites au profit de ses salariés, de ses mandataires ou des salariés des sociétés du groupe

Concernant les filiales et participation

En vertu de l'article L.233-6 du Code de Commerce, la société n'a acquis ou n'a souscrit, au cours de cet exercice, aucune participation dans une autre société et ne possède à la clôture de l'exercice aucune filiale ou participation.

III – Perspectives 2016

L'année 2016 sera consacrée au passage de la phase de conception à la phase de réalisation du Centre des Congrès, induisant une forte mobilisation du capital.




Monsieur Dominique GROS
Mandataire de la Ville de Metz



Monsieur Richard LIOGER
Mandataire de la Ville de Metz



Monsieur Pierre GANDAR
Mandataire de la Ville de Metz



Monsieur Thierry JEAN
Mandataire de la Ville de Metz

Rapport annuel des représentants de la Ville de Metz
au sein de la Société Publique Locale
SAREMM,
en application de l'article L.1524-5 du Code Général des
Collectivités Territoriales

Exercice 2015

SOMMAIRE

Fiche signalétique de la SPL	page 3
Synthèse des comptes annuels au 31/12/2015.....	page 4
Faits majeurs de l'exercice liés à l'activité.....	page 5
Faits majeurs de l'exercice liés au bilan financier.....	page 8
Perspectives 2016.....	page 13

FICHE SIGNALÉTIQUE																	
ÉTAT CIVIL																	
SAREMM (SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT ET DE RESTAURATION DE METZ MÉTROPOLÉ)																	
Siège social :	48 place Mazelle, METZ																
N° RCS :	61 B43																
Date de création :	SPL depuis le 24/06/2011																
Objet social :	Aménagement des quartiers d'habitat et des parcs d'activités économiques structurants de l'agglomération messine, exclusivement pour le compte et sur le territoire des collectivités territoriales qui composent son actionnariat à savoir Metz Métropole, la Ville de Metz et le Syndicat Mixte de Mercy.																
Président :	Richard LIOGER																
Directeur Général :	Hassan BOUFLIM																
Commissaire aux comptes :	KPMG AUDIT EST																
Nombre de salariés (effectif moyen) fin 2015 :	6																
ACTIONNARIAT																	
Capital social de 230 000€																	
	<table border="1"> <thead> <tr> <th>Actionnaires</th> <th>Nombre d'actions détenues</th> <th>Capital</th> <th>%</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Metz Métropole</td> <td>126 500</td> <td>126 500 €</td> <td>55%</td> </tr> <tr> <td>Ville de Metz</td> <td>103 500</td> <td>103 500 €</td> <td>45%</td> </tr> <tr> <td></td> <td>230 000</td> <td>230 000 €</td> <td>100%</td> </tr> </tbody> </table>	Actionnaires	Nombre d'actions détenues	Capital	%	Metz Métropole	126 500	126 500 €	55%	Ville de Metz	103 500	103 500 €	45%		230 000	230 000 €	100%
Actionnaires	Nombre d'actions détenues	Capital	%														
Metz Métropole	126 500	126 500 €	55%														
Ville de Metz	103 500	103 500 €	45%														
	230 000	230 000 €	100%														
Nombre total d'administrateurs :	9																
- dont représentants de la VDM :	4 (Richard LIOGER, Pierre GANDAR, Sélima SAADI et Marie-Anne ISLER BEGUIN)																
JURIDIQUE																	
Conventions conclues avec VDM :	Néant																
FINANCIER																	
Dernier résultat net comptable connu :	151 509 €																
Garanties d'emprunts :	<p>Garantie de 80% des emprunts contractés à hauteur de 2 M€ (soit une garantie de 1,6M€), par convention après approbation en Conseil Municipal du 30/04/2015</p> <p>Garantie de 80% des emprunts contractés à hauteur de 1,5M€ (soit une garantie de 1,2M€), par convention après approbation en Conseil Municipal du 24/09/2015</p>																

COMPTE DE RESULTAT							
CHARGES	au 31/12/2015	au 31/12/2014	au 31/12/2013	PRODUITS	au 31/12/2015	au 31/12/2014	au 31/12/2013
60 - Achats	7 329 435	11 269 217	18 396 694	70 - Ventes de biens et services	6 423 125	28 448 291	10 122 016
61 - Services extérieurs				71 - Production stockée	563 404	- 17 365 800	7 587 977
62 - Autres services extérieurs				72 - Production immobilisée			
63 - Impôts et taxes	15 369	31 147	6 823	73 - xxx			
64 - Personnel	315 064	723 651	537 998	74 - Subventions publiques			
65 - Autres charges courantes	553 075	228 952	334 295	75 - Autres produits (services)	200	18 107	4 403
66 - Charges financières	-			76 - Produits financiers	38 401	22 482	26 063
67 - Charges exceptionnelles	1 134	52 231	134 757	77 - Produits exceptionnels	1 965	129 771	23 052
68 - Dotations amort. prov.	7 529	7 210	395 910	78 - Reprise amort. prov.		3 356	
69 - Impôts sur les bénéfices	86 990	4 920	-	79 - Transferts de charges	1 433 010	1 190 573	1 912 474
Total	8 308 596	12 317 328	19 806 477	Total	8 460 105	12 446 780	19 675 985
Résultat de l'exercice	151 509	129 452	- 130 492				

BILAN							
ACTIF	au 31/12/2015	au 31/12/2014	au 31/12/2013	PASSIF	au 31/12/2015	au 31/12/2014	au 31/12/2013
Constructions (213)	23 115	30 644	26 430	Capital -Fonds associatifs	230 000	230 000	230 000
Autres Immo. corporelles (23)	80	80	80	Réserve légale	25 064	25 064	25 064
Immo. Financières (27)	9 512	9 512	9 512	Réserves (y compris Report à nouveau)	893 557	764 106	894 598
TOTAL IMMOBILISATIONS	32 707	40 236	36 022	Résultat de l'exercice	151 509	129 452	- 130 492
				Subv. d'investissement			
				Provisions risques et charges	16 067	387 224	498 939
				TOTAL FONDS PROPRES	1 316 197	1 535 846	1 518 109
				Dettes financières plus d'un an			
				TOTAL CAPITAUX PERMANENTS	1 316 197	1 535 846	1 518 109
Stocks et encours (37)	37 900 657	37 322 899	54 688 699	Dettes fournisseurs	12 480 226	13 522 833	18 425 177
Créances d'exploitation (410,411)	7 261 064	7 692 098	6 428 755	Emprunts et dettes financières diverses	33 341 503	31 525 809	36 246 925
Autres créances	2 208 352	2 537 089	1 704 105	Mandants		268 850	212 113
Charg. const. Avance (486)	559 760	267 638	186 924	Autres dettes dont fiscales et sociales	433 592	2 148 423	2 100 282
Mandants		782 980	150 776	Produits constatés d'avance	7 034 274	7 870 387	12 120 696
TOTAL ACTIF CIRCULANT	47 929 833	48 602 704	63 159 259	TOTAL DETTES A COURT TERME	53 289 595	55 336 302	69 105 193
Placement, sicaav (50)							
Dispo. caisse, banque (51,53)	6 643 253	8 229 208	7 428 022	Crédits trésorerie			
TOTAL TRESORERIE	6 643 253	8 229 208	7 428 022	TOTAL DECOUVERT	-	-	-
TOTAL GENERAL ACTIF	54 605 793	56 872 148	70 623 303	TOTAL GENERAL PASSIF	54 605 792	56 872 148	70 623 302

Pour une meilleure lisibilité des activités de la SPL, ci-dessous, le compte de résultat ventilé par activité ainsi que le bilan. L'activité intrinsèque de la structure est celle dite de fonctionnement, on retrouve également l'activité propre liée aux opérations de concessions et celle liée aux mandats.

	FONCTIONNEMENT	CONCESSIONS	MANDAT	TOTALE
Produits d'exploitation				
Vente de marchandises				
Production vendue biens		6 387 820		6 387 820
Production vendue services	35 305			35 305
Montant net du chiffre d'affaires	35 305	6 387 820		6 423 125
Dont à l'exportation :				
Production stockée		563 404		563 404
Production immobilisée				
Subvention d'exploitation				
Reprises sur provisions	1 061 853	371 157		1 433 010
Autres produits	200			200
Total Produits d'exploitation	1 097 358	7 322 381		8 419 739
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises				
Variation de stock				
Achats de matières premières				
Variation de stock				
Autres achats et charges externes	378 211	6 951 224		7 329 435
Impôts, taxes et versements assimilés	15 369			15 369
Salaires et traitements	204 610			204 610
Charges sociales	110 454			110 454
Dotations aux amortissements et aux				
Sur Immobilisation : dotations aux	7 529			7 529
Sur Immobilisation : dotations aux				
Sur actif circulant : dotations aux				
Pour risques et charges : dotations				
Autres charges	181 918	371 157		553 075
Total Charges d'exploitation	898 090	7 322 381		8 220 471
RESULTAT D'EXPLOITATION	199 268	0		199 268
Produits financiers :				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances				
Autres Intérêts et produits assimilés	38 401			38 401
Reprise sur provision et transfert de				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs				
Total Produits financiers	38 401			38 401
Charges financières :				
Dotations aux amortissements et aux				
Intérêts et charges assimilées				
Charges nettes sur cessions de valeurs				
Total Charges financières				
RESULTAT FINANCIER	38 401			38 401
RESULTAT COURANT avant impôts	237 668	0		237 668
Produits exceptionnels :				
Sur opération de gestion	1 911			1 911
Sur opération en capital	54			54
Reprise sur provisions et transferts de				0
Total Produits exceptionnels	1 965			1 965
Charges exceptionnelles :				
Sur opération de gestion	1 134			1 134
Sur opération en capital				0
Dotations aux amortissements et aux				0
Total Charges exceptionnelles	1 134			1 134
RESULTAT EXCEPTIONNEL	831			831
Impôts sur les bénéfices	86 990			86 990
Total des produits	1 137 724	7 322 381		8 460 105
Total des charges	986 214	7 322 381		8 308 596
BENEFICE OU PERTE	151 509	0		151 509

ACTIF	FONCTIONNEMENT	CONCESSIONS	MANDAT	TOTALE
Capital souscrit non appelé				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Installations techniques, matériel et				
Autres immobilisations corporelles	23 115			23 115
Immobilisations corporelles en cours				
Autres titres immobilisés	80			80
Prêts				
Autres immobilisations financières	9 512			9 512
ACTIF IMMOBILISE	32 707			32 707
En-cours de production de biens		37 900 657		37 900 657
En-cours de production services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur		112 535		112 535
Créances				
Créances clients et comptes rattachés		7 148 529		7 148 529
Mandants		56 916	985 004	1 041 921
Autres créances	86 637	865 248	214 547	1 166 432
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement	1 138 133			1 138 133
Disponibilités	2 675 945	2 829 175		5 505 120
Charges constatées d'avance	959	558 800		559 760
ACTIF CIRCULANT	3 901 674	49 471 861	1 199 551	54 573 086
Charges à répartir sur plusieurs				
Primes de remboursement des				
TOTAL ACTIF	3 934 381	49 471 861	1 199 551	54 605 793

PASSIF	FONCTIONNEMENT	CONCESSIONS	MANDAT	TOTALE
CAPITAUX PROPRES				
Capital	230 000			230 000
Réserve légale	25 064			25 064
Réserve statutaire ou contractuelles	39 877			39 877
Réserves réglementées				
Autres				
Report à nouveau	853 680			853 680
Résultat de l'exercice	151 509	0		151 509
Subventions d'investissement				
Provision réglementées				
FONDS PROPRES	1 300 130			1 300 130
PROVISIONS POUR RISQUES ET				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges		16 067		16 067
TOTAL PROVISIONS		16 067		16 067
DETTES				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des		24 369 660	887 538	25 257 198
Emprunts et dettes financières divers		8 084 305		8 084 305
Avances et acomptes reçus sur		946 767		946 767
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	100 729	11 211 469	221 262	11 533 459
Dettes fiscales et sociales	167 222			167 222
Dettes sur immobilisations et comptes				0
Mandants			227 943	227 943
Autres dettes	34 888	3 538		38 426
Produits constatés d'avance		7 034 274		7 034 274
TOTAL DES DETTES	302 839	51 650 013	1 336 743	53 289 595
TOTAL PASSIF	1 602 969	51 666 080	1 336 743	54 605 792

I – FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE LIES A L'ACTIVITE

Au cours de l'exercice 2015, le Conseil d'administration a été amené à prendre des décisions de gestion. Ces décisions sont exposées ci-après :

1. Ressources humaines

Aux vues de la situation économique de la SAREMM sur les exercices 2013 et suivants qui présentait des situations déficitaires structurelles, la société n'était plus en mesure de supporter la charge financière liée à la masse salariale. Une réorganisation s'est avérée nécessaire pour assurer la sauvegarde de la compétitivité de la société. Un départ en retraite au 31/12/2014 n'a pas été remplacé, il s'agit de la fonction de responsable de projet.

En 2015, l'équipe était donc composée de 6 personnes : 3 responsables de projets (dont 2 agents de la Collectivité en détachement), 2 assistantes administratives et 1 directeur général.

2. Avancement des opérations

SAREMM a géré les opérations suivantes sur l'exercice 2015 :

Communauté d'Agglomération de Metz Métropole

- ✓ ZAC "Quartier de l'Amphithéâtre"
- ✓ ZAC du Pôle Santé Innovation de Mercy
- ✓ ZAC du Parc du Technopôle

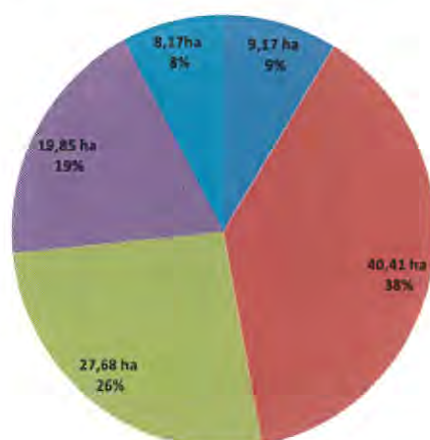
Ville de Metz

- ✓ ZAC des Coteaux de la Seille
- ✓ ZAC du Sansonnet
- ✓ Contrat de performance énergétique des 4 piscines municipales
- ✓ Construction d'un restaurant et de locaux périscolaires à la Corchade

Les deux dernières opérations se sont vues achevées durant l'exercice 2015.

REPARTITION EMPRISE FONCIERE AU 31/12/15 = 105,28 ha

■ AMPHI ■ MERCY ■ COTEAUX ■ PARC TECHNOPOLE ■ SANSONNET



3. Constitution du Conseil d'Administration

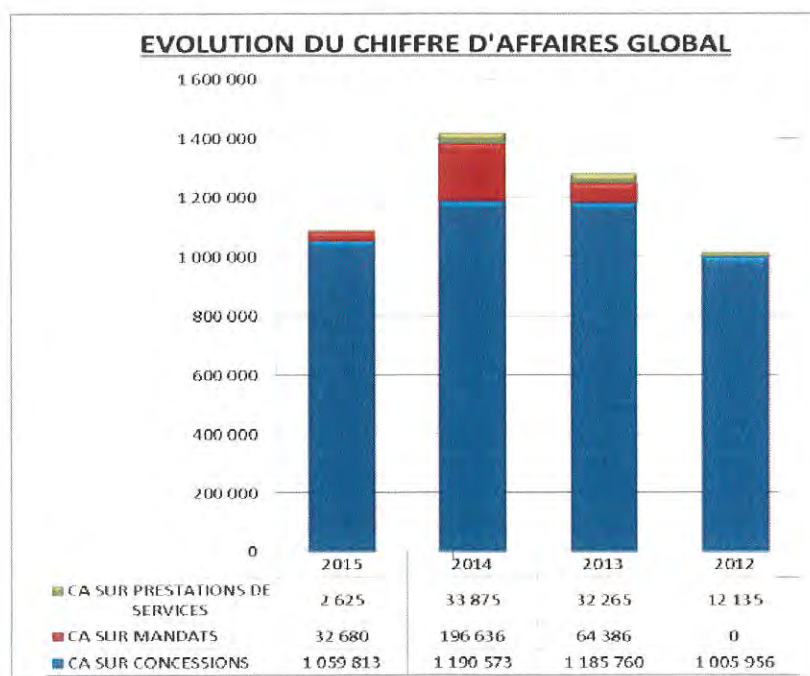
Le Conseil d'administration se compose, au 31 décembre 2015, des représentants suivants :

ADMINISTRATEUR	REPRESENTANTS
METZ METROPOLE	<ul style="list-style-type: none"> - Monsieur Henri HASSER - Monsieur Jacques TRON - Monsieur René DARBOIS - Monsieur Jean-Claude WALTER - Monsieur Walter KURTZMANN
Ville de METZ	<ul style="list-style-type: none"> - Monsieur Richard LIOGER - Madame Marie-Anne ISLER BEGUIN - Monsieur Pierre GANDAR - Madame Sélima SAADI

II – FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE LIES AU BILAN FINANCIER

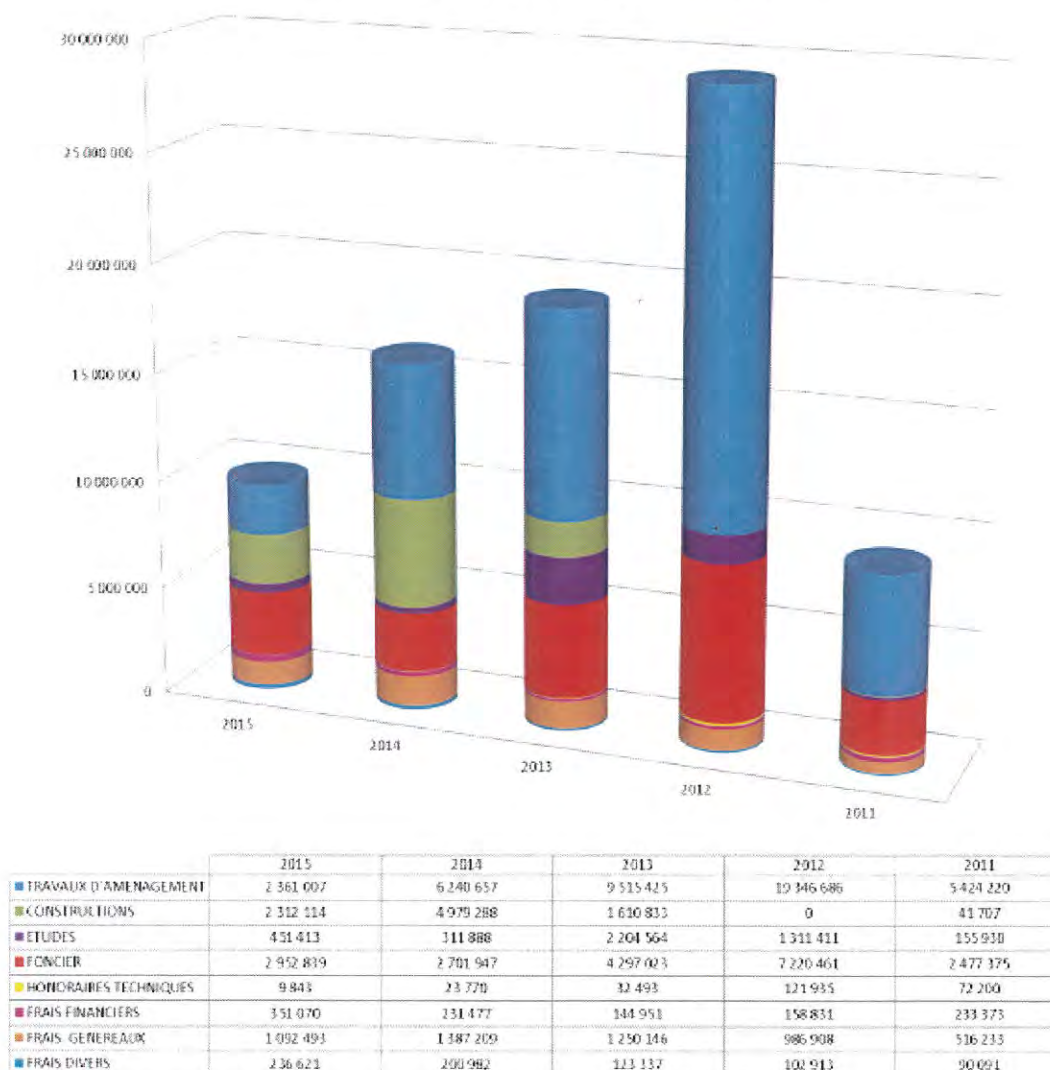
Remarque : les analyses qui suivent portent exclusivement sur les données issues de l'activité de "fonctionnement" de la SPL. Ces analyses vous permettront d'évaluer la santé financière de la société et de juger de son potentiel de développement.

- le chiffre d'affaires global de la société a progressé sur les 4 derniers exercices de la manière suivante :



A) Situation des dépenses par nature

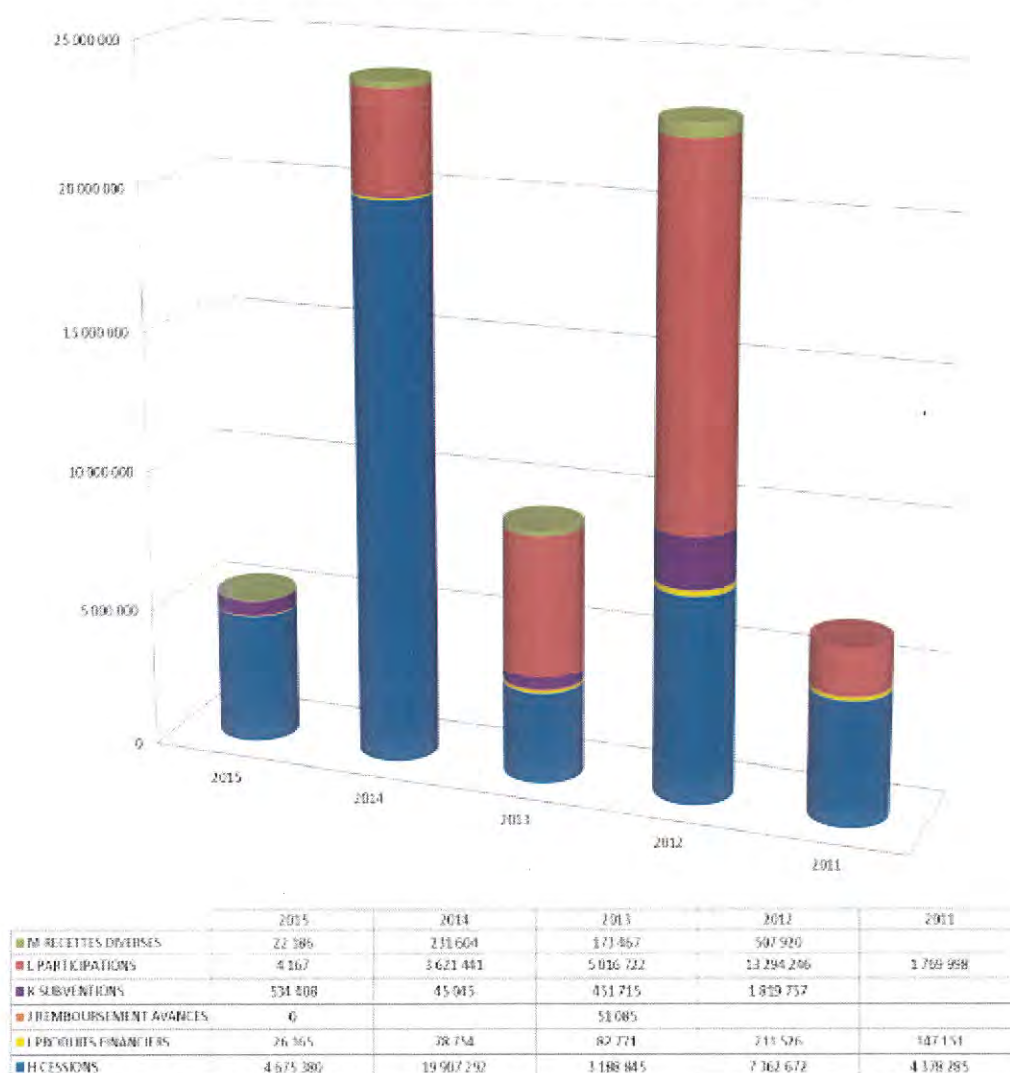
EVOLUTION PAR NATURE DE DEPENSES



Les frais financiers liés aux opérations d'aménagement augmentent fortement depuis 2013, **+60%** entre 2013 et 2014, **+52%** entre 2014 et 2015. Cette hausse successive enregistrée s'explique par une contraction plus importante d'emprunts bancaires sur ces exercices. La structure n'a pu bénéficier d'avances suffisantes de ses actionnaires et a dû recourir à ce type de financement. Cela a engendré des frais financiers supplémentaires, à noter qu'ils restent limités par le contexte financier favorable des taux d'emprunts.

B) Situation des produits par nature

EVOLUTION PAR NATURE DE PRODUITS DES CONCESSIONS



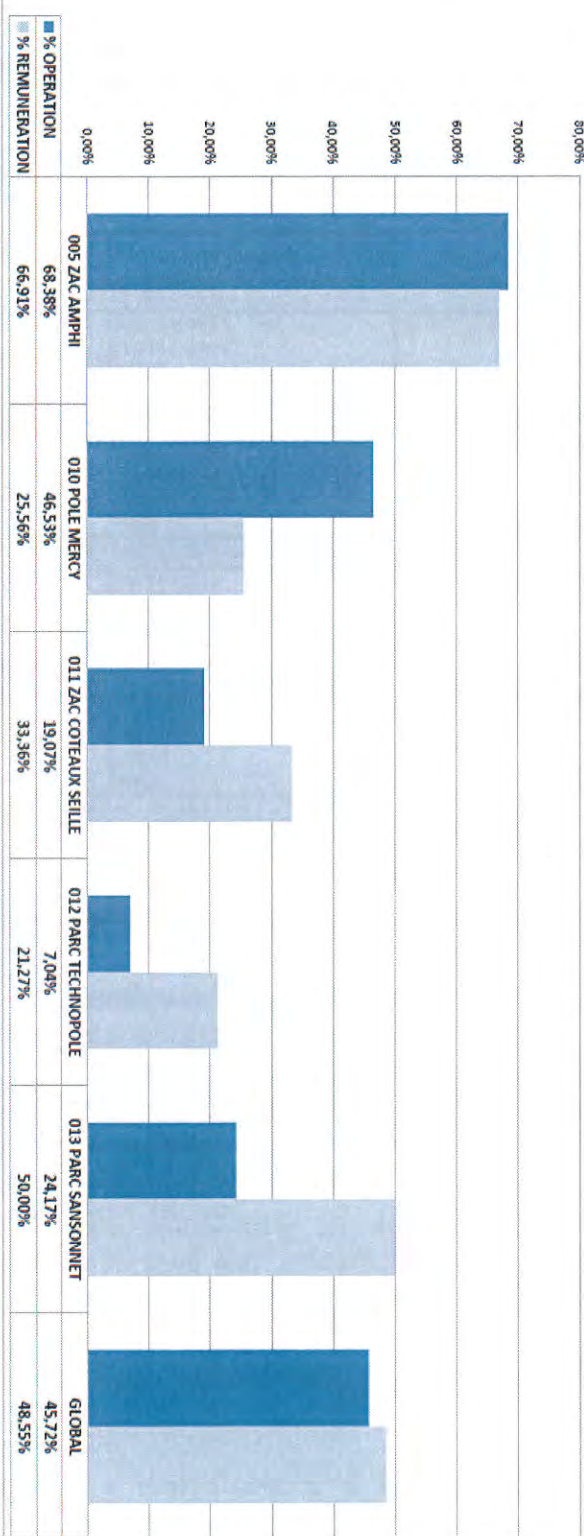
Au niveau des recettes perçues par la structure, celles-ci sont fortement dépendantes des opérations d'aménagements en cours, de la livraison et de la commercialisation des produits.

Les recettes perçues par la structure sont donc très variables d'un exercice à l'autre, selon l'avancement des projets. Cela se constate en regardant précisément l'évolution des produits de cessions. En 2014, la structure enregistrait près de **20 000 k€** de produits de cessions alors qu'en 2015, elle enregistre que **4 675 k€**.

C) Avancement des opérations au 31 décembre 2015

Sur la totalité des opérations en cours, le taux d'avancement global des opérations est de **46%**. L'opération sur la ZAC Amphithéâtre est à 68,5% fin 2015, suivie de la ZAC "Pôle Santé Innovation" de Mercy à 46,5%.

SYNTHESE D'AVANCEMENT DES OPERATIONS AU 31/12/2015



FORFAIT ANNUEL 2015		005 ZAC AMPHI		010 POLE MERCY		011 ZAC COTEAUX SEILLE		012 PARC TECHNOPOLE		013 PARC SANSOINET		GLOBAL
DUREE	TERME	15 ANS	20/12/2019	15 ANS	14/12/2026	12 ANS	09/04/2024	15 ANS	11/09/2027	8 ANS	09/01/2021	
31/12/2014 % OPERATION		64.39%		44.15%		16.55%		6.49%		2.92%		42.05%
% REMUNERATION		61.25%		18.86%		25.01%		16.82%		37.50%		42.29%
31/12/2013 % OPERATION		55.04%		37.81%		12.07%		6.40%		2.13%		34.48%
% REMUNERATION		55.59%		12.20%		16.67%		14.96%		25.00%		31.59%

Le forfait annuel, inscrit sous chaque opération pour cet exercice 2015, correspond à la rémunération annuelle de l'aménageur (SPL SAREMM).

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 1 DECEMBRE 2015

AVANCEMENT FINANCIER DES OPERATIONS AU 31/12/2015

INTITULE	DEPENSES HT	RECETTES HT	REMUNERATION
005 ZAC AMPHITHEATRE			
BUDGET	144 806 070,00	144 806 070,00	8 970 498,00
REALISATION	109 370 971,00	88 664 689,00	6 002 262,00
% AVANCEMENT	75,53%	61,23%	66,91%
% CALCUL REMUNERATION	3,00%	3,00%	
010 POLE SANTE MERCY			
BUDGET	19 823 246,00	19 823 246,00	1 172 610,00
REALISATION	10 778 998,00	7 668 344,00	299 705,00
% AVANCEMENT	54,38%	38,68%	25,56%
% CALCUL REMUNERATION	3,50%	3,50%	
011 ZAC DES COTEAUX DE LA SEILLE			
BUDGET	42 997 301,00	42 997 301,00	3 115 227,00
REALISATION	11 873 608,00	4 523 589,00	1 039 210,00
% AVANCEMENT	27,61%	10,52%	33,36%
% CALCUL REMUNERATION	3,50%	3,50%	
012 PARC DU TECHNOPOLE			
BUDGET	49 622 142,00	50 540 500,00	3 353 918,00
REALISATION	5 384 706,00	1 628 558,00	713 325,00
% AVANCEMENT	10,85%	3,22%	21,27%
% CALCUL REMUNERATION	3,50%	3,50%	
013 PARC DU SANSONNET			
BUDGET	10 841 311,00	10 841 311,00	724 825,00
REALISATION	4 094 199,00	1 146 366,00	362 400,00
% AVANCEMENT	37,76%	10,57%	50,00%
% CALCUL REMUNERATION	3,50%	3,50%	

À noter, pour chaque opération, un taux d'avancement est établi en fin d'exercice. Pour cet exercice 2015, le taux d'avancement est calculé selon les dépenses émises et les recettes enregistrées sur l'opération en question.

Le pourcentage de "calcul rémunération" (variant de 3% à 3,5% selon les opérations) représente la rémunération de la société d'aménagement sur l'opération en question.

La société peut réajuster le taux de rémunération de certaines opérations, selon l'avancement. Si elle constate un immobilisme sur l'opération, elle va réduire, par voie d'avenant, les taux de rémunération. Cela évite de mobiliser des fonds trop importants si l'opération n'avance pas comme indiquée au contrat.

D) Informations financières complémentaires diverses

– Effectifs

Au 31/12/2015, l'effectif de la société s'élève à 6 personnes, contre 7 personnes au 31/12/2014.

Les frais de personnel ont fortement diminué sur l'exercice 2015 et s'élèvent à 315 k€ contre 724 k€ en 2014. Ils intègrent la réorganisation du service opérationnel et notamment le non remplacement d'un départ en retraite au 31/12/14.

– Dettes

Les dettes financières à moyen et long terme sont les suivantes :

Dettes fournisseurs : 101 k€ pour cet exercice 2015, contre 170 k€ en 2014.
 Dettes fiscales et sociales : 167 k€ en 2015, contre 136 k€ en 2014.

Informations sur le solde des dettes fournisseurs de l'exercice

Dates d'échéance	Solde des dettes Au 31/12/2014	Solde des dettes Au 31/12/2014
30 jours	141 541,18 €	416 721,59 €
45 jours	252 107,79 €	1 008 894,14 €
60 jours	5 818,63 €	331 950,39 €
> 60 jours	11 133 991,83 €	10 843 889,96 €
Total	11 533 459,43 €	12 601 456,08 €

- Autre

Concernant l'actionnariat salarié (article L.225-184 du Code de commerce)

Le personnel salarié de la société et des sociétés du groupe ne détient aucune participation dans le capital de la société et aucune option de souscription ou d'achat d'action n'a été consentie au personnel salarié de la société ou à ses mandataires sociaux.

Concernant les délégations dans le domaine des augmentations de capital (article L.225-100 al.7 du Code de commerce)

Le Conseil d'administration ne dispose d'aucune délégation qui lui aurait été accordée par l'assemblée générale des actionnaires dans le domaine des augmentations de capital par application des articles L 225-129-1 et L 225-129-2 du Code de commerce.

Concernant les attributions d'actions gratuites (article L.225-197-4 du Code de commerce)

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015 et des exercices antérieurs, la société n'a consenti aucune opération d'attribution d'actions gratuites au profit des salariés, de ses mandataires ou des salariés des sociétés du groupe.

III – Perspectives 2016

- ✓ Le budget 2016, en terme de charges, adopté par le Conseil d'administration en date du 24 mai 2016, est arrêté à **951K€**. Pour les produits, il a été arrêté à **1 061K€**. Ces produits intègrent un chiffre d'affaires prévisionnel, établi sur la base des missions actuellement contractualisées pour **1 061K€** et des produits financiers encore non estimés. Globalement le budget soumis se présente excédentaire avec un résultat estimé de **110K€** pour l'exercice 2016.

Les opérations en cours vont connaître plus de commercialisation et d'actes de vente pour ce prochain exercice, des promesses de vente sont en cours suite aux travaux d'aménagement.

- ✓ La SAREMM a présenté à Metz Métropole (MM) et à la Ville de Metz (VDM) un nouveau CRAC arrêté au 31/12/2014 qui prolonge la durée de la **concession ZAC Amphithéâtre** jusqu'en 2025.

Au niveau des cessions, des négociations ont également été engagées avec différents opérateurs et permettent d'envisager des recettes importantes jusqu'en 2020. La SAREMM propose donc de fixer la rémunération complémentaire liée à la prorogation de la concession à un montant de 1 189 324 €. L'échéancier est le suivant :

- 500 000 € de 2015 à 2016
- 450 000 € de 2017 à 2023
- 300 000 € en 2024
- 215 120 € en 2025

- ✓ Pour conclure sur les perspectives à venir concernant cette structure, il faut souligner une évolution au sein du Groupement d'Intérêt Economique : l'intégration de la **SPL Metz Métropole Moselle Congrès**. Celle-ci, dont l'objet consiste en la réalisation, l'exploitation, la gestion, l'entretien et la mise en valeur du futur Centre des Congrès de METZ et qui intervient pour la Ville de METZ, METZ METROPOLE et le CONSEIL DEPARTEMENTAL 57, a manifesté son intérêt de rejoindre le GIE.

Ce groupement d'intérêts économiques, nommé « GIE EPL MAZELLE » en date du 04/02/2014, est constitué de la SPL SAREMM et SEBL. Intervenant tous les deux dans une optique parfaitement complémentaire, au service du développement local et dans la réalisation des politiques publiques.

- ✓ La Ville de WOIPPY a fait part de son souhait d'intégrer le groupement GIE dont fait partie la SPL SAREMM.

Monsieur Richard LIOGER
Mandataire de la Ville de Metz

Madame Sélima SAADI
Mandataire de la Ville de Metz

Saadi

Monsieur Pierre GANDAR
Mandataire de la Ville de Metz

Madame Marie-Anne ISLER BEGUIN
Mandataire de la Ville de Metz